

Travail de Bachelor pour l'obtention du
diplôme Bachelor of Arts HES·SO en travail social

Haute École de Travail Social – HES·SO//Valais – Wallis

LA RÉINSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES DÉTENU·E·S EN MILIEU CARCÉRAL

Août 2021

Réalisé par : **Gibson Marie / Dutoit Maeva**

Sous la direction de : **Moroni Isabelle**

Promotion : **BAC18 – orientation éducation sociale - FPT**



Remerciements

Merci à tous les travailleurs et travailleuses sociales qui ont accepté de répondre à nos questions, sans qui le travail n'aurait pas pu aboutir car elles et ils ont été les yeux de la réalité du terrain et ont apporté tous les éléments de réponse dont nous avons besoin pour donner une direction et un sens à notre recherche.

Merci à madame **Isabelle Moroni**, notre directrice TB, qui nous a toujours soutenue et aiguillée tout au long de la réalisation de ce projet en apportant de précieux conseils.

Merci à notre professeur de classe, monsieur **Emanuel Solioz**, qui nous a guidé et apporté les touches théoriques nécessaires à l'écriture de cette recherche.

Merci aux chargés de cours de la HES-SO valais qui ont su éveiller notre curiosité pour des concepts encore inconnus et nous ont fait développer une nouvelle pratique professionnelle.

Merci à nos camarades de classe, qui ont su rendre ces trois années d'études riches en débats et en remises en question.

Merci à nos familles qui nous soutiennent dans tous nos projets et nous ont aidées pour la relecture de notre travail.

*« Parfois notre lumière s'éteint, puis elle est rallumée
par un autre être humain.
Chacun de nous doit de sincères remerciements à ceux
qui ont ravivé leur flamme. »*

Albert Schweizer

Nous tenons à avertir la lectrice et le lecteur que les propos, les idées et les opinions émis dans ce travail de diplôme n'engagent que ses auteures. Les prénoms et noms de famille des personnes concernées par le projet n'apparaissent pas pour une question d'anonymat. De plus, par volonté d'équité, nous avons écrit l'ensemble du texte en langage épicène.

Résumé de la recherche

Le milieu carcéral fait peur et intrigue, cela principalement car il est méconnu. Ayant envie de donner de la visibilité et de ramener l'humain au centre des préoccupations, ce travail de recherche a pour but de mettre en valeur le quotidien des travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral et d'apporter des clés de compréhension pour une meilleure insertion des détenu-e-s dans la société.

La plus grande partie du travail de réinsertion des détenu-e-s se fait déjà en prison. Quel est le rôle d'un travailleur et d'une travailleuse sociale en milieu carcéral ? Quelles sont les approches mises en place dans les prisons Suisse ? Quels sont les fondements du système et comment sont-ils articulés autour de la personne accompagnée ? Ce sont toutes ces questions auxquelles ce travail essaie de répondre en passant par différents concepts théoriques, des hypothèses de recherches et des témoignages au cœur des prisons.

Voici les différents concepts approfondis durant ce travail :

- Les notions d'aide sous contrainte
- L'approche centrée sur la personne et sur les solutions
- Les limites entre les possibilités d'accompagnement et la sécurité.

Le fait de libérer les paroles, de parler du milieu carcéral et d'enlever le tabou qui y gravite autour permet d'avoir une vision plus réelle des personnes détenues, bien loin des clichés visibles dans les films ou fictions qui finalement façonne notre perception.

Plusieurs contributions vont permettre d'améliorer les réinsertions des détenu-e-s, que ce soient les réinsertions professionnelles ou les réinsertions sociales. Aussi, il faut savoir que plus la réinsertion est possible et soutenue, moins le risque de récidive (qui s'élève à plus de 40% des cas) est élevé.

Finalement, une réinsertion réussie est donc dans les mains de tous, que ce soient les autorités, les détenu-e-s, les travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral, les employeurs et employeuses, la population et vous, lecteur et lectrice de ce travail.

Mots-clés

réinsertion

accompagnement

récidive

milieu carcéral

détenu-e-s

travail social

Table des Matières

1. Introduction	Page 6
2. Objectifs	Page 8
3. Concepts théoriques	Page 8
3.1 L'accompagnement professionnel des détenu-e-s	Page 8
3.1.1 Historique et missions des travailleurs et travailleuses sociales dans les milieux carcéraux	Page 9
3.1.2 Le rôle et la mission des agents de détention	Page 10
3.1.3 Entre sécurité et accompagnement	Page 10
3.1.4 L'aide sous contrainte	Page 11
3.2. L'approche centrée sur la personne et sur les solutions	Page 12
3.3 Le travail social pénitentiaire, un outil efficace de lutte contre la récidive ?	Page 14
3.3.1 La réinsertion par le travail	Page 14
3.3.2 La carence d'emplois et les emplois non qualifiés	Page 15
3.3.3 Les lois en vigueur sur le plan national et international	Page 16
3.3.4 Employabilité, réinsertion et récidive	Page 17
3.3.5 L'importance de la réinsertion professionnelle	Page 18
3.3.6 Employabilité et réinsertion	Page 19
3.3.7 Ressources individuelles et récidives	Page 20
3.3.8 Les lacunes en compétences sociales	Page 21
4. Synthèse théorique	Page 21
5. Hypothèses de recherches	Page 22
6. Méthodologie	Page 22
6.1 Terrain	Page 22
6.1.1 Méthode qualitative par entretiens semi-directifs	Page 23
6.1.2 Constitution de l'échantillon	Page 23
6.1.3 Biais méthodologiques	Page 24
6.1.4 Réflexion éthique	Page 25
7. Analyses des données	Page 26
7.1 Axe I : l'accompagnement	Page 26
7.1.1 Les différentes tâches et missions des travailleurs et travailleuses sociales	Page 27
7.1.2 Les différentes tâches et missions des agents de probation	Page 27
7.1.3 Quand la bureaucratie prime sur le travail social	Page 27
7.1.4 Les approches d'accompagnement	Page 29
7.1.5 Les difficultés liées à la surcharge administrative	Page 30

7.1.6 L'aide sous contrainte selon les professionnel·le·s du milieu carcéral	Page 31
7.1.7 L'importance de la collaboration en travail social	Page 32
7.1.8 Les devoirs envers la justice.... une tâche administrative supplémentaire	Page 33
 7.2 Axe II : la réinsertion	 Page 34
7.2.1 Le rôle du fédéralisme dans l'intégration des personnes détenues	Page 34
7.2.2 Les cantons ne sont pas égaux	Page 35
7.2.3 Les différents concordats dans l'exécution des sanctions pénales	Page 36
7.2.4 Les formations mises à dispositions des détenu·e·s selon les concordats	Page 36
7.2.5 L'importance des formations pour l'employabilité	Page 37
 7.3 Axe III : Employabilité	 Page 39
7.3.1 Manque d'ouverture d'esprit dans la société actuelle	Page 39
 7.4 Axe IV : Populations et peines	 Page 41
7.4.1 Pourquoi les étrangers sont-ils plus nombreux en milieu carcéral ?	Page 41
7.4.2 Les diverses peines	Page 42
7.4.3 Les problématiques des détenu·e·s	Page 44
7.4.4 Les différentes cultures	Page 45
7.4.5 La volonté de la personne détenue	Page 46
 8. Synthèse de l'analyse	 Page 47
 9. Conclusion	 Page 48-49
 10. Annexes	 Page 50
10.1 Article du TEMPS	Page 50
10.2 Article du bilan	Page 51-52
10.3 Grilles d'entretiens	Page 53-54
 11. Bibliographie	 Page 55-60

1 II Introduction

Dans le cadre de ce travail de Bachelor, un article de presse a été le point de départ de nos interrogations.

Dans un long article, le journal Le Temps relate le combat de Kevin qui, condamné à une lourde peine de prison, se bat depuis des mois pour poursuivre des études dans le milieu carcéral. Or, bien qu'ayant entamé une formation universitaire en philosophie dans une prison tessinoise, il est transféré dans divers établissements. Après de nombreux déplacements d'une prison à l'autre, il échoue à la prison de haute sécurité de Gorgier où Kevin regrette que : « On m'a dit que ma formation était trop lourde pour cet établissement et que je n'aurais pas les outils informatiques nécessaires pour passer les examens. Dans ces conditions, je vais perdre bientôt tous mes crédits, faute d'avoir terminé les épreuves dans le délai imparti » (Mansour F., 2018)

L'histoire de Kevin est intéressante, car elle soulève plusieurs enjeux concernant notre problématique. Elle met en évidence les conditions de détention et l'application des droits humains dans les milieux carcéraux. En parlant des droits humains, nous soulignons que, selon la « Charte universelle des droits de l'homme », tous les êtres humains, privés de liberté ou non, naissent libres, égaux en dignité et en droit. Les droits de l'homme ont leur origine dans la dignité inhérente à la personne humaine (Nations Unies, 2005).

Par ailleurs, l'histoire de Kevin questionne sur l'accompagnement des détenu·e·s au sein même de la prison afin qu'elles et qu'ils puissent se préparer à leur sortie. En particulier, il s'agit de s'interroger sur ce qui existe en matière de moyens et de ressources pour soutenir la réinsertion sociale et professionnelle des personnes

condamnées à une peine privative.

L'importance d'un emploi

En effet la réinsertion par le travail contribue également à une intégration sociale, car le travail est le garant de la cohésion sociale des sociétés modernes (Castel, 2012). Grâce au travail, les apprentissages de la vie sociale sont facilités.

Comme le souligne Dominique Méda (2010), le travail permet également une constitution des identités, il permet à chacun et chacune d'avoir une utilité sociale et il est un lieu de rencontre et de coopération hors de la sphère privée. Dans ce sens l'importance du travail dans le processus de réinsertion sociale et professionnelle des personnes incarcérées est aujourd'hui reconnue.

Au-delà du travail c'est bien l'accès à la formation, à l'apprentissage qui permet d'éviter une récidive. Selon Thomas Di Falco (2009), « L'éducation dans les prisons pousse les apprenants à avoir une posture plus civique... ».

Les formations dans les prisons suisse

Concernant la situation suisse, nous constatons que, selon l'Art.82 formation et formation continue " La ou le détenu·e doit, autant que possible, pouvoir acquérir une formation et une formation continue correspondant à ses capacités" (Code pénal, 2020). Ce qui signifie que les milieux carcéraux n'ont pas l'obligation de donner à la personne détenue l'accès à une formation, même si elle le souhaite.

En Suisse, dans les milieux carcéraux qui mettent à disposition une offre de forma-

tion pour les détenu-e-s, elle correspond plutôt à des objectifs d'occupation du temps libre sans un réel objectif pédagogique. Selon Anne-Catherine Menétrey-Savary (2002), la formation au travail de production en milieu carcéral est concentrée sur les besoins de l'institution et non sur celui des détenu-e-s.

Ces offres de formation dépendent des directrices et directeurs d'institution qui décident des moyens qu'elles ou qu'ils souhaitent développer. Avec les années, plus de projets ont été mis en place pour faciliter l'accès aux formations dans les milieux carcéraux et des moyens financiers ont été apportés.

La fondation privée Drosos a soutenu, en 2005, le projet pilote de formation en milieu pénitentiaire. Les premiers cours de formations ont débuté seulement à partir d'août 2007 dans six établissements de Suisse alémanique. Le nombre d'établissements accueillant la formation en prison (FEP) augmente de manière continue depuis 2011 avec 28 établissements qui ont intégré la formation en prison (Klaue K., 2016).

Afin de mieux comprendre les enjeux liés à la formation, nous aimerions connaître les mesures des milieux carcéraux et les structures qui sont mises en place pour chaque détenu-e.

Le travail dans les prisons suisse

Si la formation n'est pas obligatoire, il existe en revanche une obligation à travailler pour les personnes condamnées à une peine. En effet, selon l'article 81 du code pénal Suisse, "La ou le détenu-e est astreint au travail. Ce travail doit correspondre, autant que possible, à ses aptitudes, à sa formation et à ses intérêts" (Assemblée fédérale de la confédération Suisse, 1937).^①

Ce travail permet aux détenu-e-s de garder un rythme de vie. Or, aucun article ne

mentionne un droit à la formation ou à des activités professionnelles qualifiantes. Cela questionne forcément sur le degré d'employabilité des personnes qui sortent de prison. Nous parlons ici de la capacité individuelle à acquérir et maintenir des compétences nécessaires pour trouver un emploi et s'adapter à celui-ci (Ben Hassen & Hofaidhllaoui, 2014). Comme décrit précédemment, les conditions de détention sont variables selon les lieux d'emprisonnement.

Par ailleurs, les opportunités de formation professionnelle ou celles d'occupation par des emplois qualifiants restent aléatoires dans la mesure où le cadre légal n'est pas contraignant. Dans ce contexte, il s'agit de savoir comment sont accompagné-e-s les détenu-e-s pour préparer leur retour au sein de la société. En particulier, nous nous intéressons à la façon dont les travailleurs et travailleuses sociales (TS) peuvent, dans un environnement carcéral, accompagner les détenu-e-s. Pour cela, nous nous sommes interrogées sur plusieurs aspects. Les travailleurs et travailleuses sociales peuvent-elles, ils faire contrepoids à la logique répressive et de plus réussissent-elles, ils à être les garants de certains droits fondamentaux ? Nous nous demandons également quels moyens les TS mettent-elles, ils en œuvre pour réinsérer et préparer la sortie des personnes détenues ? Y'a-t-il des formations présentes dans le milieu carcéral ? Nous nous questionnons aussi sur les contacts sociaux que les détenu-e-s peuvent avoir : Ont-elles et ils droit à des contacts externes à la prison ?

^① Nous sommes dès lors étonnées de constater que les accès aux formations ne sont pas obligatoires, au sens de la loi. Selon l'art.4 de la CEDH "Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire, n'est pas considéré comme travail forcé ou obligatoire tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention."

Ces questionnements émis précédemment nous amènent à poser la question de recherche suivante :

Comment les travailleurs et travailleuses sociales des cantons romands et alémaniques accompagnent – elles ou ils les détenu·e·s pendant et après leur incarcération afin de leur permettre une réinsertion sociale et professionnelle ?

Dans un premier temps, nous avons fait des recherches quant aux établissements pénitentiaires présents en Suisse. Nous avons constaté qu'il existe des centres de détention semi-fermés et fermés. Certains établissements y accueillent des mineurs, soit femmes, soit hommes ou sont mixtes. Il existe très peu d'établissements pénitentiaires uniquement pour mineurs. C'est en faisant des interviews que nous aurons la possibilité de découvrir plus de détails sur les détenu·e·s. Nous nous questionnons sur les différences d'accompagnement au niveau cantonal. C'est pourquoi nous trouvons intéressant de pouvoir interroger plusieurs travailleurs et travailleuses sociales de différents cantons afin d'analyser les différences dans l'accompagnement des détenu·e·s.

2 || Objectifs

Professionnels :

Comprendre dans quelle mesure les travailleurs et travailleuses sociales sont une ressource pour les détenu·e·s. Et comment elles, ils préparent leur réinsertion sociale et professionnelle.

- Effectuer des interviews dans des établissements pénitentiaires afin de se renseigner et de comprendre l'accompagnement dont bénéficient les détenu·e·s.
- Identifier la marge de manœuvre des professionnel·le·s dans le suivi des personnes.
- Acquérir des connaissances sur le travail social en vue d'une future pratique professionnelle auprès de cette population.

Scientifiques

- Se familiariser avec une démarche scientifique en lien avec le travail social et se confronter aux compétences acquises durant notre formation.
- Effectuer des recherches théoriques concernant les méthodes mises en place pour la réinsertion sociale et professionnelle.

Nous avons décidé de développer deux champs conceptuels qui répondent à notre problématique et à nos questionnements. Le premier sera centré sur l'accompagnement de la ou du détenu·e, le rôle des professionnel·le·s et les enjeux par rapport au milieu carcéral. Le second développera la réinsertion sociale et professionnelle et les enjeux liés à la récidive.

3 || Concepts théoriques

3.1 || L'accompagnement professionnel des détenu·e·s

Afin de mieux comprendre comment sont accompagné·e·s les détenu·e·s en milieu carcéral, il est nécessaire de prendre connaissance des rôles et des fonctions des différents

professionnel-le-s agissant dans ces établissements et des enjeux auxquels elles et ils sont confrontés.

3.1.1 || Historique et missions des travailleurs et travailleuses sociales dans les milieux carcéraux

Auparavant, les interventions sociales relevaient de la charité privée et elles étaient assurées uniquement par des religieuses. Ces religieuses devaient apporter aux détenu-e-s un secours matériel tel que des vêtements ou des articles d'hygiène et un accompagnement spirituel. Ces interventions ont ensuite été animées par une vision plus humanitaire qui promeut la réintégration des détenu-e-s dans la société après leur libération et diminue les violences au sein des établissements. C'est seulement en 1945 que l'accompagnement social sera reconnu comme un objet de politique publique (Hedhili-Azéma, 2019). Les institutions pénales doivent se réajuster afin de répondre à cette nouvelle demande en adaptant la peine et en mettant en place des régimes différenciés pour chaque condamné. Afin de réaliser ces différentes tâches, un nouveau corps professionnel vient s'ajouter aux assistant-e-s social-e-s, il s'agit des éducatrices ou des éducateurs pénitentiaires (Bouagga, 2020).

En France jusqu'aux années 1990, les travailleurs et travailleuses sociales en prison sont très rares et mal accepté-e-s par le personnel de surveillance et elles, ils manquent de tout moyen pour entreprendre un accompagnement avec les détenu-e-s (Bouagga, 2020).

luer car il va entrer en relation avec les milieux ouverts, tels que les foyers ou les établissements semi ouverts. Le travail social va se mettre en lien avec « l'après-prison » et le secteur de la probation², favorisant la transition progressive entre l'incarcération et la liberté.

Dès les années 2000, le rôle des travailleurs et travailleuses sociales devient plus clair avec la mission définie d'accompagner les personnes incarcérées. Elles ou ils s'occupent des problèmes familiaux et matériels qui peuvent survenir pendant la peine. Elles ou ils doivent également mettre en place un projet avec la ou le détenu-e sur le court, moyen et/ou long terme afin qu'elles ou qu'ils puissent gérer au mieux le temps de détention et envisager les étapes du retour dans la vie "libre". Les TS doivent tout de même rédiger des rapports pour les autorités judiciaires afin que celles-ci puissent mieux individualiser l'exécution de la mesure privative de liberté de chaque détenu-e. De ce fait, travailleurs et travailleuses sociales se basent sur la relation d'aide, de manière à préserver l'autonomie de ces personnes et favoriser leurs responsabilisations. Cependant, cette relation d'aide se passe en milieu carcéral, donc est potentiellement une aide sous contrainte.

Par la suite, le travail social en prison va évo-

En effet, selon Balma (2016), les personnes

² L'Office d'exécution des sanctions et de probation (OESP), rattaché au Service pénitentiaire, accomplit les tâches dévolues par le code pénal à l'autorité d'exécution et à l'autorité de probation. Il prépare et prend des décisions administratives relatives à l'application des sanctions pénales prononcées à l'encontre des personnes adultes. Il veille au suivi et au contrôle de l'application des décisions dans une perspective de gestion des risques, de prévention de la commission de nouvelles infractions et d'intégration sociale. (Guide social romand, s.d.)

incarcérées sont placées sous l'effet de la contrainte. Elles ou ils sont soumis-e-s à un jugement de la justice, elles ou ils doivent respecter le règlement carcéral et sont

souvent suivis par un travailleur ou une travailleuse sociale au sein de l'établissement sans avoir demandé de l'aide.

3.1.2 || Le rôle et la mission des agents de détention

Les agents de détention sont censé-e-s appliquer les droits fondamentaux en matière de privation de liberté et respecter la dignité humaine des personnes incarcérées, tout en étant chargé-e-s de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur de l'établissement pénitencier.

Elles ou ils effectuent des contrôles de sécurité (fouille des détenu-e-s et des cellules, rondes...) et doivent faire respecter les réglementations en vigueur. Elles ou ils ont aussi comme mission d'observer le comportement des détenu-e-s au sein de l'établissement. Elles ou ils doivent également organiser des démarches prescrites à

l'admission et à la sortie des visiteurs. Cependant, les agents de détention doivent également créer un lien avec les détenu-e-s afin de percevoir leurs difficultés. Elles ou ils doivent également les encourager, les motiver et les soutenir dans leurs activités quotidiennes. Elles ou ils adoptent parfois aussi le rôle d'animateur ou animatrice dans certains ateliers et dirigent les travaux confiés aux détenu-e-s.

Finalement, elles ou ils collaborent avec d'autres professionnel-le-s du monde pénitentiaire, notamment celles et ceux chargé-e-s des actions de réinsertion (CSFO, 2020).

3.1.3 || Entre sécurité et accompagnement

Selon une étude menée par Achermann et Hostettler à la prison de Thorberg (2007), seulement 3 postes sont attribués au travail social. Comme le montre la composition du personnel, une valeur bien supérieure est accordée à la sécurité et à l'encadrement. Selon Achermann et Hostettler (2007), dans les milieux fermés pour exécution des peines, la sécurité et l'autorité priment sur les soins et les actions thérapeutiques.

Nanchen (2016) souligne néanmoins l'évolution de la prise en charge des détenu-e-s et l'importance accordée à leur réinsertion, l'objectif principal restant tout de même la protection de la société.

Ceci reflète bien les fondements du domaine pénitentiaire. Malgré le travail ad-

ministratif et la surveillance à effectuer, les travailleurs et travailleuses sociales gardent tout de même une fonction sociale auprès des détenu-e-s, concernant principalement l'écoute et l'accompagnement vers une possible liberté.

Colette Pauchard (2014), professeure à la Haute école de travail social et de la santé, nous rend attentif au fait que très peu de travailleurs et travailleuses sociales parlent de ce qui se passe en prison et, de ce fait, ne contribuent pas au débat social.



Certes tenus au devoir de réserve, ne serait-ce pas néanmoins les personnes les mieux placées pour échanger sur les pra-

tiques et l'accompagnement des détenu-e-s ? Et surtout de pouvoir faire évoluer leur accompagnement ?

3.1.4 II L'aide sous contrainte

Cette situation nous interroge et nous permet d'explorer les différents enjeux des professionnel-le-s, en particulier l'aide sous contrainte. Afin de mieux comprendre ce paradoxe, nous nous sommes référées aux propos de Guy Hardy (2012) dans son livre intitulé "S'il te plaît ne m'aide pas !", L'aide sous injonction administrative ou judiciaire.

Selon Hardy, la notion d'aide contrainte se réfère à toute situation où une demande d'aide qui n'émane pas de la personne elle-même, mais est prescrite par un tiers ayant sur elle un pouvoir (capacité de gratifier ou de punir). Les autorités judiciaires ou administratives ont souvent recours à l'aide contrainte. En effet, lorsque ces autorités prennent une décision d'aide psycho-médico-sociale, elles souhaitent un changement temporaire et ponctuel de la personne contrainte. Ces changements sont censés éviter à la personne contrainte comme à la société, "les actes malsains" de sa déviance ou de sa délinquance (Hardy, 2001, p. 30). Ces changements consisteraient en la transformation profonde de la personne aidée intégrant en elle le bien-fondé des normes partagées avec la personne aidante. Afin de ne plus devoir contraindre la personne au respect de ces normes, le changement est la seule garantie, car la personne s'y astreindrait de son plein gré. Selon Hardy, l'aide contrainte comporte toutes les caractéristiques des injonctions paradoxales qui alimentent le double lien. Elle vise un changement qui peut se réaliser seulement sur une décision volontaire, autrement dit : "je veux que tu changes, mais tu ne changeras que si tu le veux, donc je veux que tu veuilles changer". L'aide qui amènerait à ce changement doit par la sorte aussi être voulue, autrement dit : "je veux que tu veuilles

changer et pour cela, je veux que tu veuilles de l'aide" (Hardy, 2012, p. 31).

Le milieu carcéral est largement concerné par l'aide contrainte et les relations paradoxales qu'elle implique. Dans un premier temps la dimension du pouvoir est présente car les détenu-e-s sont soumis-e-s à un jugement juridique, à de la surveillance et à un règlement strict. De plus, la personne qui se trouve derrière la demande d'aide exerce un pouvoir sur la personne "aidée". Ce qui signifie que les travailleurs et travailleuses sociales et les autres professionnel-le-s du milieu carcéral exercent un pouvoir sur les détenu-e-s. Les rapports hiérarchiques étant très forts dans ce contexte, il existe un risque qu'une relation asymétrique entre la travailleuse ou le travailleur social-e et la ou le détenu-e constitue un frein dans la création d'un lien de confiance (Balma, 2016). Dès lors nous nous posons la question suivante : comment les travailleurs et travailleuses sociales des milieux carcéraux créent-elles, ils un lien avec les détenu-e-s, malgré l'aide contrainte auxquels elles, ils sont confronté-e-s ?

L'un des modèles d'accompagnement, censé éviter les relations asymétriques de pouvoir entre aidant-e et aidé-e, est celui de l'approche centrée sur la personne. Ce modèle d'accompagnement pourrait, selon les études (Paul, 2009), favoriser, un lien basé sur la confiance et le partage de pouvoir entre les détenu-e-s et les professionnel-le-s, et cela malgré un contexte d'aide contrainte. Il s'agit donc de comprendre dans quelle mesure une telle approche est utilisée par les travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral.

3.2 || L'approche centrée sur la personne et sur les solutions

L'approche centrée sur la personne

Afin de mieux comprendre les principes de bases de cette approche, il est important de la définir et d'en faire un bref historique. L'approche centrée sur la personne est une méthode mise au point par le psychologue américain Carl Rogers (2001). Ce procédé se veut centrée sur la personne et non sur un problème ou une maladie. Elle repose sur le fait que chaque individu-e possède au fond de lui un potentiel d'évolution et d'épanouissement qui se développe d'elle

et de lui-même si elle ou il possède un contexte favorable. Le but sera pour la ou le thérapeute d'instaurer un climat sécurisant et apprendre à la personne de se fier à ce qu'elle ressent pour développer son autonomie et améliorer sa relation à l'autre. C'est un réel travail d'accompagnement, la ou le thérapeute ne peut en aucun cas se substituer au client ou à la cliente. Elle ou il n'impose rien, ne conseille et n'interprète pas. Elle ou il accompagnera la personne dans son travail de changement et d'évolution perpétuelle.

L'approche centrée sur les solutions

Une approche similaire à l'approche centrée sur la personne est l'approche centrée sur les solutions. Nous trouvons intéressant de faire un lien entre ces deux approches car elles sont complémentaires.

Selon, Shazer et Dolan (2007) dans leur ouvrage "Au-delà des miracles-Un état des lieux de la thérapie", l'approche centrée sur les solutions n'est pas élaborée selon une théorie car sa compréhension dépend du contexte dans lequel elle est utilisée. Cependant, nous pouvons nous fier aux principes de bases qui nous permettent de suivre une ligne directrice. On retrouve huit principes de bases.

1. Si ce n'est pas cassé, on ne répare pas : L'approche centrée sur les solutions répond à cet énoncé. En effet, si le problème a déjà été solutionné, il n'est guère nécessaire d'intervenir ou de théoriser.
2. Si ça ne marche pas, faites-en d'avantage : Le rôle de la ou du thérapeute sera d'encourager la personne à poursuivre avec ce qui fonctionne. Elle ou il s'intéressera à l'efficacité des solutions et non pas à la qualité. La ou le thérapeute va aider la personne à diriger son intérêt sur ses réactions et les comportements qu'elle ou il a adopté et qui étaient différents que d'accoutumé pendant la période d'amélioration. La personne va ainsi identifier ce qui a marché et va pouvoir le répéter afin de faire évoluer ses solutions.
3. Si ça ne marche pas, faites quelque chose de différent : Dans la recherche de résolution, l'humain a tendance à perpétuer les actions qui n'ont pas fonctionné dans le passé. L'approche centrée sur la personne met de côté les expériences proposées qui n'ont pas été mises en œuvre afin de se baser sur quelque chose de différent.
4. De petits pas peuvent amener à de profonds changements : Les petits changements sont d'une grande importance, l'approche centrée sur les solutions aide la ou le patient-e à effectuer des changements positifs sans forcément qu'un bouleversement ne survienne. Un processus peut s'activer entraînant d'autres changements positifs, ce qui peut amener à des changements positifs dans l'ensemble du contexte de vie de la personne.
5. La solution n'a pas forcément de lien avec le problème : L'approche centrée sur la solution se focalise évidemment sur la solution, en suscitant chez la ou le patient-e une description de la situation une fois le problème résolu. La ou le patient-e se projette alors dans un avenir désirable ou le problème est inexistant. Cette approche se focalise presque essentiellement sur le présent et le futur.
6. Le langage de l'élaboration diffère de celui nécessaire à la description d'un problème : Le langage

des solutions contrairement au langage des problèmes est positif et orienté vers l'avenir.

7. Nul problème n'est permanent : Un des seuls moments où l'approche centrée sur les solutions se focalise sur les problèmes c'est pour attirer l'attention de la ou du patient-e sur les exceptions où le problème n'était pas présent afin d'initier des changements mineurs et relever les ressources de la personne.
8. L'avenir est à la fois création et négociation : L'approche centrée sur les solutions n'enferme pas les personnes dans des boîtes liées à leur passé ou à un diagnostic mais considère la personne comme architecte de sa destinée. C'est une approche constructive qui envisage l'avenir comme un lieu d'espoir. (Corboz, 2016, pp. 8-9)

Nous ne constatons qu'aucune des deux approches se focalise sur le problème ou la maladie de la personne. L'approche centrée sur la personne se concentre sur les ressources et les potentielles de la personne, comme l'approche centrée sur les solutions mais celle-ci met l'avenir comme un lieu d'espoir.

La mise en pratique de l'approche centrée sur la personne et sur les solutions

Dans un article, Marlis Pörtner évoque l'histoire de Markus Fritschin et sa vision de l'approche centrée sur la personne utilisée en prison. Nous trouvons intéressant de pouvoir faire des liens avec les principes décrits ci-dessus.

Cet article définit la mission de l'équipe accompagnant les détenu-e-s. Elle est d'abord de garantir la sécurité de l'établissement pénitentiaire, cela implique de veiller à la sécurité corporelle des gardien-ne-s et des autres détenu-e-s. Il faut également empêcher les possibles évasions. Cette façon de faire a également pour but de pouvoir transférer la ou le détenu-e dans un établissement pénitentiaire général. Pour se faire, il s'agira de placer la ou le détenu-e au centre du travail entrepris. La ou le détenu-e doit avoir la possibilité de choisir l'entrée en relation avec le personnel afin de pouvoir modifier certains anciens schémas comportementaux violents.

« ... Nous partons du principe que même les détenu-e-s du quartier de haute sécurité sont capables de vie relationnelle. Nous tentons de rejoindre leur capacité à la vie relationnelle, de l'éveiller et de la favoriser. » (Markus, 2013).

Dans le cadre de son travail de diplôme, la direction de l'institution a permis à Markus de vivre une expérience d'inversion des rôles durant une semaine. Cette expérience lui a démontré que, dans un environnement aussi pauvre en stimulation, des gestes apparemment insignifiants ou certaines brèves remarques ont une importance presque inimaginable. Depuis, Markus veille à demander de manière régulière à la ou au détenu-e si certaines de leurs questions restent sans réponse et si quelque chose les irrite. De cette façon, l'interlocuteur ou l'interlocutrice laisse la possibilité d'en discuter et de comparer les perceptions de chacun-e.

« L'inversion des rôles m'a conforté dans la conviction que les attitudes formulées dans le postulat de Carl Rogers constituent une condition indispensable, même pour le travail en prison. Plus que jamais, je suis convaincu que c'est cette attitude de base d'acceptation inconditionnelle qui permet à l'autre personne de créer en elle la disponibilité au changement, l'acceptation d'aller vers du neuf » (Markus, 2013).

Cet article démontre que, même au sein d'un cadre très étroit, une démarche socio-pédagogique est faisable et qu'il est possible d'obtenir des résultats positifs. Le texte de Caroline Protas confirme que des démarches pédagogiques peuvent apporter des résultats positifs. Des ateliers avec

des jeux de rôles entre les détenu-e-s et les professionnel-le-s ont été organisés au sein d'une prison française. Le but était le transfert des compétences de chacun-e. Ces ateliers ont permis une réduction de la distance physique, l'apprentissage de la notion de relation de pouvoir et la gestion des émotions (Protais, 2019).

Cependant, selon Vacheret, il est parfois dur de créer une relation de proximité car dans les prisons règne un contexte de méfiance et de distance. Les surveillant-e-s et les détenu-e-s paraissent vivre dans deux mondes similaires où les uns contrôlent les autres. Les surveillant-e-s ont pour rôle d'observer les faits et gestes des détenu-e-s qui, quant à elles et eux, restent méfiant-e-s car elles et ils savent qu'avoir des contacts trop rapprochés avec des surveillant-e-s pourrait

les mettre en danger face aux autres détenu-e-s (Vacheret, Relations sociales en milieu carcéral. Une étude des pénitenciers canadiens, 2002).

Dominique Mimberg (2006) résume bien ces deux pensées paradoxales en insistant sur les trois éléments essentiels à une relation de proximité fondée par Carl Rogers: la considération positive inconditionnelle, la congruence et la compréhension empathique. Cependant, il mentionne également qu'il est difficile pour de nombreuses et nombreux détenu-e-s d'admettre que des intervenant-e-s extérieur-e-s (visiteurs, aumôniers, éducateurs) puissent consacrer du temps à venir les rencontrer sans compensation aucune, ni pour des raisons de prosélytisme ou de charité avantageuse ».

3.3 II Le travail social pénitentiaire, un outil efficace de lutte contre la récidive ?

Comme le citent les deux auteurs Baader et Shea (2007), la réinsertion des ancien-ne-s détenu-e-s par le travail est une source de réduction de la récidive. À travers ce chapitre, nous aimerions comprendre sur quelles bases formelles, avec quels moyens et comment les professionnel-le-s des milieux carcéraux agissent afin de diminuer les possibles actes de récidive et accompagner les détenu-e-s dans leur réinsertion sociale et professionnelle.

3.3.1 II La réinsertion par le travail

Selon Auvergnon (2011), qui brosse un historique du travail des détenu-e-s en France, les ateliers pénitentiaires ont été instaurés en 1811 et avaient des fonctions, de manière générale, très polyvalentes : outil de gestion et source de revenus, instrument afflictif³, moyen d'amendement moral et de réinsertion. L'importance que l'on apporte à l'une ou l'autre fonction a varié au cours des deux derniers siècles.

Au XIXe siècle les ateliers pénitentiaires

étaient surtout outil de gestion, source de revenus et instrument afflictif. Cependant, dès 1880, le bien-être des travailleurs et travailleuses devient une préoccupation im-



³ Selon le Larousse, les peines afflictives étaient les peines criminelles portant atteinte à la dignité de l'homme. Ces peines ont disparu avec le nouveau code pénal. (Ex : peine de mort)

portante et entraîne réduction du temps du travail, imposition du repos hebdomadaire et interdiction de travail nocturne.

C'est dans le cadre d'une volonté de ré-insertion sociale, de normalisation et de préparation à la sortie que des formations ont été instaurées dans les établissements pénitentiaires (Di Falco, 2009). Si pour cer-

tains auteurs comme Auvergnon (2011), le travail carcéral n'est qu'un dispositif de plus de contrôle et de maintien de l'ordre, pour d'autres comme Baader et Shea (2007), le fait d'avoir une activité rémunérée au sein de la prison peut augmenter les chances des personnes détenues sur le marché du travail.

Elle permet de :

- Conserver les compétences professionnelles existantes.
- Structurer la journée et avoir un rôle de travailleur ou travailleuse responsable et valorisé-e malgré le statut de prisonnier ou prisonnière.
- Diminuer les problèmes mentaux liés aux établissements pénitentiaires : dépression, isolation sociale, perte du sens de la réalité par une activité régulière.
- Maintenir le lien social en offrant un lieu de socialisation et de sociabilité par le travail en prison.
- Augmenter les compétences recherchées par le marché du travail extérieur.
- Acquérir, pour les détenu-e-s, de bons comportements tels que : ponctualité, assiduité, posture personnelle et qualité du travail rendu, points importants à l'engagement.

3.3.2 || La carence d'emplois et les emplois non qualifiés

Bien que le travail en prison contribue, selon les auteur-e-s, à renforcer les chances de ré-insertion à la fin de la détention. Le domaine des emplois pénitentiaires est néanmoins en crise, causée par des facteurs externes aux établissements pénitentiaires. De nombreuses transformations économiques comme la délocalisation ou l'automatisation ont un impact sur la demande et l'offre de travail en prison. En effet, certaines entreprises, qui faisaient fabriquer leurs produits en prison, se délocalisent vers les pays de l'Est où la rémunération est encore moins élevée que celle des ateliers pénitenciers français. Certains emplois occupés par des personnes physiques sont désormais automatisés, c'est pourquoi les places de travail diminuent considérablement, alors même que la population carcérale ne cesse d'augmenter. D'un point de vue sécuritaire, certains emplois sont interdits aux détenu-e-s,

notamment : télécentres, services traiteurs, buanderies commerciales, etc. Pourtant ces activités sont valorisantes et disponibles à l'extérieur sur le marché du travail (Baader & Shea, 2007).

La majorité des emplois pénitentiaires, entre 85 à 90%, ne demande que peu, voire aucune qualification. En maison d'arrêt, les temps de formation n'existent pas, car liés à des contraintes organisationnelles : brèveté du séjour, rotation de la main-d'œuvre, absences pendant les heures de travail pour parloir, etc., incluant une non-rentabilité. Dans les établissements pour longues peines, la formation à des emplois autres que la manutention ou le façonnage est parfois possible. Cependant, les entreprises qui fournissent des emplois semi-qualifiés ou non-qualifiés sont rares (Baader & Shea, 2007).

3.3.3 || Les lois en vigueur sur le plan national et international

Selon Donat Decisier (2006), la période de détention, qui correspond à une peine privative de liberté, se compose à la fois de mesures punitives et de reconstruction. En effet, toutes les personnes détenues sont appelées à recouvrer la liberté. Dès lors, selon certains auteur-e-s, la réinsertion sociale et professionnelle doit guider les politiques pénitentiaires autant que les préoccupations d'ordre sécuritaire liées à la garde et à la surveillance des détenu-e-s.

Le premier Congrès des Nations Unies a adopté, en 1955, l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenu-e-s (Mandela, Ensemble de règle minima des Nations Unies pour le traitement des détenus). Ces règles devraient être prises en considération dans tous les milieux carcéraux. Cependant, selon Nelson Mandela, il est évident que ces règles ne peuvent être appliquées en tout lieu et en tout temps, étant donné la grande variété de conditions juridiques, sociales, économiques et géographiques dans le monde

- La règle no 92, applicable à des catégories spéciales cite : "À ces fins, il faut recourir à tous les moyens voulus, notamment aux soins religieux dans les pays où cela est possible, à l'instruction, à l'orientation et à la formation professionnelle, à l'assistance sociale individuelle, au conseil pour l'emploi, au développement physique et à l'enseignement de la morale, en fonction des besoins de chaque détenu-e et compte tenu de ses antécédents sociaux et judiciaires, de ses capacités et aptitudes physiques et mentales, de sa personnalité, de la durée de la condamnation et de ses perspectives de réinsertion."
- La règle no 104, applicable à des catégories spéciales cite : "Des dispositions doivent être prises pour poursuivre l'éducation de tous les détenu-e-s capables d'en profiter, y compris l'instruction religieuse dans les pays où cela est possible. L'instruction des détenu-e-s analphabètes et des jeunes détenu-e-s doit être obligatoire et devra recevoir une attention particulière de la part de l'administration pénitentiaire."
- "Dans la mesure du possible, l'enseignement dispensé aux détenu-e-s doit l'être dans le cadre du système éducatif public afin que celle-ci ou ceux-ci puissent poursuivre leur formation sans difficulté après leur libération" (Mandela, Ensemble de règles minima).
- Malgré le fait que les personnes détenues soient dans des milieux fermés, elles ont des droits qui sont censés être appliqués par les professionnel-le-s. En fonction des aptitudes et des besoins de chaque individu, des moyens de réinsertion devraient être instaurés tels que : des formations professionnelles, une assistance sociale et des conseils pour l'emploi sont mentionnés dans des textes de lois.

En Suisse, le droit à la formation en prison est abordé dans trois articles du Code pénal :

- Art. 75 Exécution des peines privatives de liberté. "L'exécution de la peine privative de liberté doit améliorer le comportement social de la ou du détenu-e, en particulier son aptitude à vivre sans commettre d'infractions. Elle doit correspondre autant que possible aux conditions ordinaires de la vie, assurer au détenu-e l'assistance nécessaire, combattre les effets nocifs de la privation de liberté et tenir compte de manière adéquate du besoin de protection de la collectivité, du personnel et des

codétenu-e-s (3). Le règlement de l'établissement prévoit qu'un plan d'exécution des peines est établi avec la ou le détenu-e. Le plan porte notamment sur l'assistance offerte, sur la possibilité de travailler et d'acquérir une formation de base ou une formation complémentaire, sur la réparation du dommage, sur les relations avec le monde extérieur et sur la préparation de la libération".

- Art. 82 Formation de base et formation complémentaire. "La ou le détenu-e doit, autant que possible, pouvoir acquérir une formation de base et une formation complémentaire correspondant à ses capacités".
- Art 83 Rémunération. "La ou le détenu-e reçoit une indemnité équitable lorsqu'elle ou il participe à des cours de formation de base et de formation complémentaire que le plan d'exécution prévoit à la place d'un travail" (Suisse A. d., 2020).

3.3.4 || Employabilité, réinsertion et récidive

En Suisse, des études montrent que les milieux carcéraux qui bénéficient d'offre de formation pour les détenu-e-s correspondent plutôt à des objectifs d'occupation du temps libre sans un réel objectif pédagogique. Ces offres de formation dépendent des directrices et directeurs d'institution qui décident des moyens qu'elles et qu'ils souhaitent développer. Avec les années, des projets ont été mis en place pour développer l'accès aux formations dans les milieux carcéraux et des moyens financiers ont été apportés. Le nombre d'établissements accueillant la formation en prison (FEP) augmente de manière continue (Klaue K., 2016).

Afin de mieux comprendre l'importance de la réinsertion sociale et professionnelle, nous allons évoquer, dans ce paragraphe, quelques chiffres concernant les taux de récidive en Suisse.

Nous appelons "personnes récidivistes" celles qui ont commis une nouvelle infraction, entraînant une nouvelle condamnation, dans les trois ans à partir du moment où un

jugement ou une libération a été prononcé (statistique O. f., 2015).

Selon l'office fédéral de la statistique, les taux de récidive sont influencés par la gravité de l'infraction, par le sexe et l'âge des personnes condamnées. Les données de la statistique des condamnations pénales des adultes sont basées sur le nombre d'adultes condamnés entre 1984 et 2014. Globalement le taux de récidive varie autour de 40%. Il augmente jusqu'à plus de 50% pour une deuxième récidive.⁴

Selon Castel et Meda, le risque de récidive peut être restreint grâce à la réinsertion professionnelle et sociale.

- Le risque de récidive peut diminuer grâce à un emploi régulier et en augmentant l'employabilité des détenu-e-s, c'est-à-dire en leur permettant d'acquérir et conserver des compétences pour trouver un emploi.
- La réinsertion par le travail contribue

⁴ Pour les personnes condamnées une première fois en raison d'un crime ou d'un délit du Code pénal, le taux de récidive s'élève à 39%. Parmi les personnes qui ont récidivé une première fois, 54% ont été recondamnées une seconde fois. Pour les personnes condamnées à un crime ou un délit dans la LCR (loi sur la circulation routière), 38% ont récidivé une fois et 48% ont été recondamnées une seconde fois. Concernant la Lstup (loi sur les stupéfiants), 52% des personnes incarcérées ont récidivé une première fois et parmi eux 61% une seconde fois (statistique O. f., 2015)

également à une intégration sociale, car le travail est le garant de la cohésion sociale des sociétés modernes (Castel, 2012). Grâce au travail, les apprentissages de la vie sociale sont facilités. Il permet

également une constitution des identités, il permet à chacun d'avoir une utilité sociale et il est un lieu de rencontre et de coopération hors de la sphère privée (Méda, 2010).

3.3.5 || L'importance de la réinsertion professionnelle

Afin de mieux comprendre les deux notions ci-dessus, deux enjeux sont à prendre en considération. Le premier étant que posséder un emploi stable diminue considérablement le risque de récidive et permet également une intégration sociale. Le deuxième est que le nombre de personnes détenues ne travaillant pas avant leur incarcération est bien plus élevé que la population générale.

En Suisse, il n'y a pas de statistiques à ce sujet, mais nous savons que les établissements pénitenciers suisses détiennent un nombre important d'étrangères et étrangers sans permis de séjour. En effet, 48,8% des personnes incarcérées ne possèdent pas de permis de séjour, 24,6% sont étrangères et étrangers avec permis de séjour, 21,4% sont des Suisses et 5,2% sont des requérant-e-s d'asile. (Trezzini, 2019) (statistique O. f., 2019). Cela signifie qu'une majorité des personnes ne sont pas autorisés à travailler en Suisse. Car le travail n'est pas autorisé pour les personnes sans permis de séjour. (Talerman, 2021)

Afin d'appuyer la pensée de Castel et Méda disant que le risque de récidive peut être restreint grâce à la réinsertion professionnelle et sociale, nous avons élargi nos recherches sur plusieurs pays. Dès lors, les résultats de plusieurs études internationales montrent également le lien étroit qui existe entre risque de récidive et réinsertion professionnelle.

En 1994, trois chercheurs autrichiens, Hamerschick, Pilgram et Riesenfelder, ont suivi sur quatre mois le parcours professionnel de 505 détenu-e-s. Cette étude a démontré que 50% de personnes sorties de prison ont été à nouveau incarcérées dans les deux années suivantes, mais seulement 33 % de celles qui avaient trouvé un emploi fixe à leur sortie.

Francis Simon (1999) a mené une enquête dans six différentes prisons anglaises et les résultats sont comparables aux prisons autrichiennes. Seuls 15% des sortant-e-s ayant un emploi fixe commirent une infraction lourde, tandis que 28% à la recherche d'emploi furent réincarcéré-e-s dont le 75% n'avaient pas l'intention de s'insérer professionnellement. Les personnes interrogées ont répondu que la meilleure solution contre la récidive était d'avoir un emploi stable.

En 2000, 65% des personnes entrant en prison en France n'avaient pas d'emploi, 28% d'entre elles étaient en situation de chômage indemnisé (Direction de l'administration pénitentiaire, 2003). En Angleterre, deux tiers des personnes entrant en prison n'avaient pas travaillé le mois avant leur incarcération. En Allemagne, 73% des détenu-e-s n'avaient pas de travail au moment où elles ou ils ont été incarcérés (Baader & Shea, 2007).

3.3.6 II Employabilité et réinsertion

Pour certains auteur-e-s, le fait que les détenu-e-s n'aient pas d'emploi à leur entrée de prison et les difficultés qu'elles ou ils rencontrent lors de leur sortie ne peuvent pas être surmontés, malgré les conditions de travail et de formations offertes dans les établissements pénitentiaires. D'autres pensent que la formation et le travail à l'intérieur de la prison ne sont pas assez développés et créent des carences. En effet, selon Baader et Shea (2007), les employeuses et employeurs ont des critères importants pour les candidats qu'elles ou qu'ils désirent :

1. Le casier judiciaire :

L'employabilité des prisonniers et prisonnières est diminuée pour la simple raison qu'elles et qu'ils ont vécu une peine privative de liberté et qu'elles et qu'ils ont donc désormais un casier judiciaire. Les cabinets de recrutement s'informent très souvent des antécédents judiciaires des postulant-e-s. Les anciens détenu-e-s ne peuvent pas postuler dans des postes ayant trait aux administrations ou aux groupes importants, car la présentation de l'extrait du casier judiciaire est obligatoire. Elles ou ils leur restent donc déjà moins de possibilités d'emplois, ayant tout de même chacune de nombreuses caractéristiques déterminantes.

2. Les caractéristiques physiques :

Certaines places de travail demandent d'avoir une tenue vestimentaire particulière ou du moins adaptée à l'emploi. Cependant, la plupart des anciens détenu-e-s n'ont pas les moyens d'avoir un style vestimentaire adéquat, ce qui les éloigne de la chance d'être engagé.

3. Les caractéristiques économiques :

Pour faire partie de la catégorie des personnes dignes d'être engagées, un minimum de conditions sont en général requises : posséder un domicile fixe, un moyen de communication et de quoi subsister jusqu'au versement du premier salaire. Parfois il est même demandé de posséder un permis de conduire, voire carrément un véhicule ou également du matériel lié à l'emploi.

4. Les caractéristiques situationnelles :

Les caractéristiques personnelles sont le fait d'être seul, sans famille, sans amis et en rupture totale avec les valeurs mouvantes de la vie libre (le coût de la vie, les salaires en usage dans la profession).

Certains détenu-e-s postulent dans le cadre d'une semi-liberté ou d'une libération conditionnelle, dans ce cas-là, elles ou ils ne peuvent pas énoncer une date fixe de libération et donner la certitude d'être pleinement libres.

Une employeuse ou un employeur ne se permet pas d'engager une personne dans ces situations, car elle ou il ne peut pas se projeter (Baader & Shea, 2007).

3.3.7 || Ressources individuelles et récidive

Au-delà des exigences professionnelles des employeuses ou des employeurs, Shea (2006) fait l'hypothèse suivante :

"l'accompagnement professionnel au sein des établissements pénitenciers ne dépend pas uniquement des formations offertes, de l'engagement des professionnel·le·s ou des critères d'employabilités, mais dépend également de la personnalité et des ressources personnelles des détenu·e·s."

Selon Bourdieu, le capital est constitué d'attributs économiques, sociaux et culturels des individu·e·s. Selon lui, les classes sociales dominantes se distinguent par une riche dotation en capital. Nous faisons ici le lien entre les classes sociales de Bourdieu et le taux de récidive. Il s'agit donc de se demander si le fait de ne pas récidiver est lié aux ressources sociales, économiques et professionnelles des individu·e·s ? Les dispositions à se réinsérer après la période d'incarcération seraient ainsi liées aux capitaux réels et potentiels dont bénéficient de manière inégale les détenu·e·s (Ponthieu, 2006) ? Et de ce point de vue, on peut se demander dans quelle mesure un soutien en termes d'insertion professionnelle joue-t-il un rôle dans ces dynamiques de non-récidive. Un tel soutien contribuerait à renforcer l'égalité des chances de pouvoir rebondir à la sortie de prison quelle que soient les dispositions individuelles.

Effectivement, selon Drees (2003), la population incarcérée présente des déficits importants qui ont un impact sur leur insertion professionnelle, même au sein de la prison. 50% des détenu·e·s ont recours à des soins psychiatriques, 60% ont des troubles addictifs et 40% des antécédents psychiatriques. (Drees, 2003). Déseuilles et Kensey (2006) démontrent également que seuls 39,3% ont reçu une formation secondaire ou supérieure, 50,3% n'ont eu qu'une

formation de niveau primaire et 10% sont totalement illettrés. Parmi ces détenu·e·s, 64% n'ont aucun diplôme et 30% sont en difficultés de lecture.

Les maladies infectieuses, tels le sida ou l'hépatite B, sont de plus en plus présentes en prison et ne permettent pas aux détenu·e·s un travail régulier, car le suivi médical est trop lourd. Avec tous ces facteurs à prendre en considération, il est clair que l'insertion professionnelle est difficile à atteindre.

Nous pouvons donc déduire que l'insertion professionnelle diminue les risques de récidive. Cependant, selon une étude de Vacheret et Cousineau (2005), le facteur le plus déterminant à l'encontre de la récidive est la volonté de la ou du détenu·e qui s'exprime sous différentes façons, sous la forme de motivation ou de responsabilisation face aux obligations. La motivation prend sa source dans la perception négative de l'emprisonnement, de l'importance attachée aux liens familiaux et l'utilité des programmes de réinsertion. Elle se manifeste également par l'acceptation des règles de surveillance, l'arrêt de consommation, le changement de mode de vie et par l'envie de créer des projets. Elle est soutenue par les proches, la famille et par les professionnel·le·s.

Généralement, les détenu·e·s qui ne retournent pas en prison peuvent compter sur leur famille ou leurs ami·e·s dans leur recherche d'un travail. Le réseau de contacts sociaux sains à l'extérieur est primordial pour réduire la récidive (Baader & Shea, 2007). Il est certain que l'inactivité professionnelle n'est pas la seule cause d'une peine privative de liberté, mais elle renforce les déficits sociaux et personnels déjà présents.

3.3.8 || Les lacunes en compétences sociales

Les compétences relationnelles sont extrêmes importantes. Les détenu·e·s sont souvent freinés à cause de celles-ci sur le marché du travail. Les employeuses ou employeurs craignent un manque de fiabilité : retards, absences, oscillations d'humeur et ont peur de devoir assumer des personnes avec des comportements difficiles. Dans le secteur de service, des places sont ouvertes, mais comportant un degré de compétences sociales élevé et obligatoire.

Dans les établissements pénitentiaires, deux approches ont été instaurées afin de combler ce manque de compétences. La première se situe au niveau de l'approche de la sanction et la seconde de l'approche de l'apprentissage, mais les résultats espérés sont quasi nuls. Les sanctions ne peuvent être appliquées qu'en cas de comportements nettement inacceptables. Dans les cas moins graves, le problème est contourné. Si un·e détenu·e n'arrive pas à s'adapter à une équipe, elle ou il est alors transféré·e à un poste solitaire. Quant aux qualités sociales, les responsables d'ateliers non pas le temps de s'y attarder, car elles ne correspondent pas toujours à la culture prisonnière (Baader & Shea, 2007)

4 || Synthèse théorique

Après avoir eu un aperçu des différentes notions théoriques qui englobent notre thème de recherche, nous pouvons à nouveau affirmer que les acteurs et actrices les plus important·e·s dans la possibilité de réinsertion sont finalement les travailleurs et travailleuses sociales qui œuvrent en milieu pénitentiaire et le contexte qui leur est accordé.

En effet, le fait d'avoir des travailleurs et travailleuses sociales qualifié·e·s qui ont été formés à former et non uniquement à contrôler est primordial dans le développement des ressources des détenu·e·s pour leur réinsertion professionnelle et sociale.

Après avoir pris connaissance du contexte juridique suisse en matière de privation de liberté, nous estimons également que les diverses lois et travaux qui sont mis en place sont des aides précieuses et malgré leur application encore faible dans la réalité du terrain, elles constituent une base fiable sur laquelle s'appuyer.

A cette même finalité de proposer une approche plus accompagnante que surveillante, l'approche centrée sur la personne semble se rapprocher de l'idéal à atteindre pour le suivi des détenu·e·s.

Mais, les conditions de détention et les caractéristiques des détenu·e·s étant souvent plus complexes, la notion d'aide contrainte est omniprésente.

Le fait que la majorité des détenu·e·s n'aient pas envie d'être acteur ou actrice de changements et d'évolution et le grand pourcentage des personnes étant récidivistes compliquent justement un accompagnement volontaire favorisant la réinsertion.

Même lorsque toutes les conditions internes sont réunies pour permettre une réinsertion comme le fait d'avoir des professionnel·le·s qualifié·e·s, un contexte carcéral qui met en place des possibilités de travail et des détenu·e·s qui sont actrices et acteurs et accompagné·e·s avec écoute et empathie, l'étape la plus difficile reste encore le retour à la vie « normale ».

Effectivement, leur employabilité est mise

à mal ne serait-ce que par le devoir d'expliquer où elles et ils étaient ces derniers mois et le fait qu'elles et ils n'aient pas toujours les conditions requises pour les postes, à savoir un toit, un véhicule et un permis de séjour.

Et quand un poste est accordé, le fait que la plupart des offres de travail en milieu carcéral aient été à but occupationnel fait qu'elles et ils n'ont pas pu expérimenter une réalité et qu'elles et ils se retrouvent face à des exigences intenable.

Nous pensons donc que ces concepts théoriques sont adaptés dans l'accompa-

gnement carcéral et que les idées qui vont dans leur sens sont à poursuivre. Il serait également judicieux de favoriser le travail de communication avec la société actuelle pour permettre une réinsertion professionnelle et sociale des détenu-e-s et mettre en place les lois en vigueur afin de limiter non seulement les frais en lien avec les aides apportées aux détenu-e-s dont la réinsertion n'a pas abouti mais également pour limiter leur récidive.

5 || Hypothèses de recherches

Afin de répondre au mieux à notre question de recherche et en partant des éléments théoriques, nous avons défini des hypothèses :

1. Les contraintes carcérales limitent un accompagnement orienté sur l'insertion professionnelle et centré sur la personne.
2. Les contraintes externes liées aux exigences du marché du travail limitent la réalisation des projets d'insertion.
3. Les contraintes liées aux caractéristiques de la population incarcérées rendent difficile l'accompagnement orienté insertion

6 || Méthodologie

6.1 || Terrain

Notre travail de Bachelor cible la réinsertion sociale et professionnelle des détenu-e-s dans les cantons romands et alémaniques. Notre terrain est constitué de divers centres pénitenciers dans lesquels sont actifs différents professionnel-le-s en charge de la réinsertion des détenus. L'accès au terrain a été à plusieurs égards difficile : premièrement le milieu carcéral est un milieu très fermé et certains centres ne peuvent partager des données confidentielles et deuxièmement les établissements pénitenciers

avaient d'importantes contraintes sanitaires à instaurer et n'avaient finalement pas les moyens de nous consacrer du temps. Néanmoins, nous avons pu interroger des professionnel-le-s actifs et actives dans les centres pénitenciers de la prison de Neuchâtel, qui regroupe la prison de la Chaux-de-Fond (la promenade) et la prison de Gorgier, (Bellevue). Ensuite nous avons interrogé plusieurs personnes de la prison de Bellechasse, dans le canton de Fribourg et finalement une personne travaillant dans

le canton de Berne, à la prison de Wetzwil. La diversité de notre échantillon nous a permis d'obtenir des informations variées car les professionnel-le-s sont soumis-e-s à des

systèmes législatifs différents, certainement dû aux divers cantons. De ce fait, leurs approches d'accompagnements et les moyens à disposition sont peu semblables.

6.1.1 || Méthode qualitative par entretiens semi-directifs

Afin de recueillir les informations et les données nécessaires pour l'analyse de notre problématique, nous privilégions une approche qualitative par entretien semi-directif. Selon Geneviève Imbert (2010), l'entretien semi-directif est un dialogue qui a lieu généralement entre deux personnes. C'est un moment de partage et d'écoute active entre l'interviewé-e et le chercheur ou la chercheuse. Celle-ci ou celui-ci va recueillir des informations en s'appuyant sur un guide préalablement construit en fonction de ses recherches théoriques. Dans le cadre de cette étude, il s'agit de

bien comprendre comment les professionnel-le-s considèrent leur travail d'accompagnement dans le contexte carcéral. De ce point de vue, il est important qu'elles ou qu'ils puissent développer leurs pensées et opinions, qu'elles et qu'ils puissent relativement librement évoquer les difficultés auxquelles elles et ils sont confronté-es. L'entretien semi-directif nous paraît dès lors l'outil de récolte de données le plus judicieux dans la mesure où il donne la possibilité à la personne de s'exprimer relativement librement.

6.1.2 || Constitution de l'échantillon

Comme mentionné ci-dessus, il n'a pas été facile de trouver les personnes à interroger. Nous avons constitué l'échantillon progressivement selon la méthode « boule de neige ». Grâce à notre réseau personnel, nous avons eu notre premier entretien. Cette personne interviewée nous a ensuite donné un autre contact à interroger. Suite à cela, nous demandions à chaque fois si les personnes interviewées avaient quelqu'un à nous proposer. En mobilisant la méthode "boule de neige", nous avons réussi à constituer un échantillon de sept professionnel-le-s trois hommes et quatre femmes, toutes et tous actives et actifs dans la réinsertion en milieu carcéral mais assumant des postes et des tâches différents (travailleuse sociale, agent de probation, chef de service).

Les personnes interrogées (noms d'emprunt)

Nom	Rôle	Tranche d'âge	Sexe	Années d'exp. dans le milieu carcéral	Formations
Caroline	Assistante sociale Belechasse	30-35	Femme	1	Bachelor en travail social/ éducation
Jeanne	Assistante sociale Witzwil + Agente de probation Fribourg	30-35	Femme	7	Bachelor en travail social/ assistante sociale
Paul	Agent de probation Neuchâtel	50-60	Homme	6	Licence en service social
Aline	Agente de probation Neuchâtel	30-35	Femme	6	Bachelor en travail social/ assistante sociale
Henri	Chef de service adjoint et responsable du service d'exécutions des peines et des mesures à Fribourg	50-55	Homme	17	Licence en psychologie et DESS en criminologie
Emilie	Agente de probation Fribourg	50-55	Femme	20	Bachelor en travail social en emploi / assistante sociale
Blaise	Intervenant social Belchasse	40-45	Homme	8	Licence en psychologie

6.1.3 || Biais méthodologiques

Ces entretiens ont eu lieu via Teams (visioconférence) compte tenu de la situation sanitaire actuelle. Le fait de ne pas avoir eu un contact direct avec les personnes interrogées a probablement limité les informations liées à la communication non verbale.

En effet, derrière un écran, il est plus difficile d'observer les comportements ou les mimiques faciales des interlocuteurs ou interlocutrices. De plus, selon nous, la communication est plus fluide et il est plus fa-

cile d'échanger et d'approfondir un sujet lorsque nous avons un réel contact physique et visuel lors d'un entretien.

Finalement, ayant interrogé uniquement sept personnes, cela implique que les résultats de recherches sont trop ciblés pour pouvoir être généralisés mais cela donne une vision globale de l'accompagnement et des mesures d'insertion en milieu carcéral dans les cantons impliqués.

6.1.4 || Réflexion éthique

- **Respect du consentement libre et éclairé**

Pour notre recherche, la récolte de données a été faite dans une démarche de consentement libre et éclairé. En effet, selon l'Office fédéral de la santé publique OFSP (2021), il faut que les personnes contactées soient justement informées de notre démarche. Nous avons contacté les établissements ou les connaissances par mail en décrivant notre sujet de Bachelor, notre question de recherche et le but de notre entretien. Certaines personnes nous ont demandé des informations supplémentaires, nous leur avons donc envoyé un complément détaillé. Au début des entretiens, nous leur rappelons les éléments relatifs au respect de la confidentialité et de l'anonymat. Nous leur confirmons qu'elles et ils étaient en droit de refuser de répondre à une question et de mettre fin à l'entretien.

- **Respect de la confidentialité**

Lors de l'analyse des entretiens, nous avons veillé à garantir l'anonymat des personnes interrogées en ne mentionnant ni leur nom, ni leur prénom. Nous avons utilisé des noms d'emprunt ne faisant pas référence aux leurs.

- **Principe d'impartialité**

Nous avons tentées de rester impartiales tout au long des entretiens, c'est-à-dire que le principe de non-jugement a été impliqué autant lors des entretiens que lors de l'analyse des données. Nous avons essayé de rester objectives tout au long du processus grâce à notre grille d'analyse des données permettant de répondre à notre question de recherche.

7 II Analyses de données

Ce dernier chapitre est dédié à l'analyse des données recueillies lors de nos sept entretiens. Cette analyse nous permettra d'appuyer et vérifier la justesse des hypothèses émises précédemment et de répondre à notre question de recherche.

Avant de débiter cette analyse nous avons procédé de la manière suivante. Nous avons retranscrit tous les entretiens mot par mot. Ensuite, en fonction de nos hypothèses, nous avons choisi quatre axes

d'analyses avec des sous-axes dans lesquels nous avons classé certains extraits des entretiens. Cela nous a permis d'avoir une vue globale sur l'ensemble des extraits et les informations importantes à décrire dans cette partie.

Cette analyse nous permettra de faire un lien entre les éléments théoriques abordés et les thématiques, avis et expériences des personnes interrogées.

7.1 II Axe I : L'accompagnement

Hypothèse I :

“Les contraintes carcérales limitent un accompagnement orienté sur l'insertion professionnelle et centré sur la personne.”

Afin de répondre à cette hypothèse nous l'avons divisé en deux axes distincts. Le premier englobe l'accompagnement des détenu-e-s avant et après leur incarcération et le second intègre la réinsertion sociale et professionnelle des détenu-e-s avant et après leur incarcération. Grâce aux personnes interviewées, nous avons récolté plusieurs données intéressantes.

Dans ce premier axe nous allons décrire les tâches liées aux travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral et celles relatives aux agent-e-s de probation. Nous développerons leur collaboration avec les différentes instances professionnelles, les difficultés, leurs approches d'accompagnement et si elles ou ils sont confronté-e-s à l'aide sous contrainte.

Comme mentionné ci-dessus, nous avons interrogé des personnes travaillant en milieu carcéral, des travailleurs et travailleuses sociales et des agent-e-s de probation. Les deux travailleurs et travailleuses sociales ont des missions et des tâches différentes.

Dans notre recherche scientifique, Balma (2016) mentionnait le rôle des travailleurs et travailleuses sociales qui consistait à : s'occuper des problèmes familiaux et matériels qui peuvent subvenir pendant la peine. Elles et ils doivent également mettre en place un projet avec la ou le détenu-e sur le court, moyen et/ou long terme afin qu'elles et ils puissent gérer au mieux le temps de détention et envisager les étapes du retour dans la vie “libre”. Les TS doivent tout de même rédiger des rapports pour les autorités judiciaires afin que celles-ci puissent mieux individualiser l'exécution de la mesure privative de liberté de chaque détenu.

7.1.1 || Les différentes tâches et missions des travailleurs et travailleuses sociales

Comme mentionné ci-dessus, nous avons interrogé des personnes travaillant en milieu carcéral, des travailleurs et travailleuses sociales et des agent·e·s de probation. Les deux travailleurs et travailleuses sociales ont des missions et des tâches différentes. Dans notre recherche scientifique, Balma (2016) mentionnait le rôle des travailleurs et travailleuses sociales qui consistait à : s'occuper des problèmes familiaux et matériels qui peuvent subvenir pendant la peine. Elles

et ils doivent également mettre en place un projet avec la ou le détenu·e sur le court, moyen et/ou long terme afin qu'elles et ils puissent gérer au mieux le temps de détention et envisager les étapes du retour dans la vie "libre". Les TS doivent tout de même rédiger des rapports pour les autorités judiciaires afin que celles-ci puissent mieux individualiser l'exécution de la mesure privative de liberté de chaque détenu.

7.1.2 || Les différentes tâches et missions des agent·e·s de probation

Dans notre cadre théorique, nous n'avons pas mentionné le rôle des agent·e·s de probation, car nous pensions qu'elles et ils avaient la même mission que les travailleurs et travailleuses sociales du milieu carcéral. Cependant leur mission est différente. Selon le guide social romand (ARTIAS, 2020), les agent·e·s de détention ont pour mission de prendre en charge les personnes détenues et condamnées pénalement pour leur donner un suivi et un encadrement social.

Elles et ils travaillent sur mandat des autorités pénales et administratives. L'objectif est d'inscrire les personnes délinquantes dans un processus de réinsertion sociale et professionnelle en limitant les risques de récidive. Cependant, en cas de non-respect des mesures et des règles de conduite, les agent·e·s de probation peuvent ordonner une exécution de la peine ou une réintégration en milieu carcéral.

7.1.3 || Quand la bureaucratie prime sur le travail social

Comme mentionné ci-dessus, les deux professions n'ont pas les mêmes missions, cependant chacune comporte des tâches et des devoirs administratifs très importants.

Selon les propos de Aline et de Blaise, la partie administrative (les rapports à rendre à la justice, les mails et les demandes écrites des détenu·e·s) prime sur les projets d'accompagnement.

Blaise :

“Alors moi j’arrive au bureau vers 7h30. Je récupère le courrier des personnes détenues vers 7h30-8h. Le courrier comprend ce qui est adressé aux autorités, aux familles, mais aussi toutes les demandes que les personnes détenues peuvent adresser au service social. Si ils ont des demandes concernant leur détention, ils formulent ces demandes par écrit et ensuite je trie en fonction de ce qui est urgent. Ensuite il y a beaucoup de travail au niveau informatique donc il y a les mails à traiter. C’est un travail administratif au niveau du réseau. Ensuite, je crois que dans une journée il y a deux ou trois rencontres avec les personnes détenues pour gérer leurs demandes. Pour certaines demandes, les autorités veulent une signature, donc on doit concrètement aller vers la personne détenue, lui remettre le courrier, lui expliquer le sens et lui demander la signature”.

Aline nous décrit son rôle en tant qu’agente de probation :

“Je m’occupe de mes dossiers d’exécution de peine des personnes qui sont en prison. Je détermine si elles peuvent rester dans cet établissement, si elles ont droit à des congés. Je suis aussi des personnes en ambulatoire dans le cadre de la probation pour des personnes libérées avec des obligations ou condamnées avec sursis à des obligations. Je les rencontre dans ce cadre et chaque jour est vraiment différent car on travaille avec des choses qu’on doit régler dans la journée ou dans la semaine.”

Nous constatons avec étonnement que ni les agent-e-s de probation, ni les travailleurs et travailleuses sociales ne mentionnent les projets de réinsertion socioprofessionnelle pour décrire leur mission. La différence entre les deux témoignages réside dans le fait que “Blaise” évoque la notion de réseau dans ces tâches administratives tandis que “Aline” décrit principalement la gestion des dossiers d’exécution de peine. C’est pourquoi nous nous sommes questionnées sur les différentes approches que les travailleurs et travailleuses sociales utilisent en milieu carcéral ou dans leur mission d’agent-e de probation.



7.1.4 || Les approches d'accompagnement

La plupart des personnes interrogées, quelle que soit leur mission, ont évoqué la notion de "désistance" qui semble au cœur de différents projets d'accompagnement. Selon le rapport d'activité de 2018 de la fondation vaudoise de probation, "le projet désistance" s'applique depuis le 1 février 2019 et a pour but d'augmenter les facteurs qui favorisent les individu-e-s à sortir de la délinquance. Le groupe de ce projet propose un modèle d'intervention commun en se focalisant sur les outils et les méthodes favorisant les approches centrées sur l'humain afin de sortir de la délinquance. Ce projet s'applique principalement pour les personnes sous mandat d'assistance de probation. (probation, 2020)

Aline nous décrit ce concept :

"La désistance c'est le processus selon laquelle une personne arrive à sortir de la délinquance et à rester encrée dans cette sortie de délinquance. L'idée c'est de comprendre quels sont les facteurs qui peuvent aider les personnes à sortir de ce schéma. Notre objectif est de réussir à créer ces opportunités et à essayer de les maintenir sur la durée. On modifie un petit peu notre prise en charge, par exemple : mettre l'accent sur les activités pro sociale et essayer de les inclure dans un autre réseau pour qu'ils trouvent de l'intérêt dans autre chose, Par exemple ça m'arrive de prendre un café ou faire une balade pour un entretien dans un cadre moins formel pour favoriser le lien dans notre prise en charge. L'idée c'est aussi de les accompagner en fonction de leurs besoins, les identifier et avoir une action directe dessus."

Certaines personnes interrogées ont également mentionné qu'elles et qu'ils essayaient au mieux de mettre la personne détenue au centre de leur accompagnement. Cela nous permet de faire un lien direct avec l'approche centrée sur la personne décrite dans notre cadre théorique. L'approche centrée sur la personne, selon Carl Roger (2001), se fonde sur le principe de se centrer sur la personne et non sur son problème ou sa maladie. Le but est que le travailleur ou la travailleuse sociale instaure un climat sécurisant pour que la personne puisse développer son autonomie.

Blaise décrit la manière dont il place le détenu au centre :

"On essaye d'encourager l'autonomie des personnes qui se trouvent en détention donc même dans les démarches administratives on essaie d'expliquer, mais pas de faire à la place des personnes quand il s'agit de contacter un futur employeur ou le service de la population. Dans la mesure du possible, on a cette approche où les personnes qui sont en mesure de faire seul le font, après c'est à nous de juger jusqu'où on peut donner cette autonomie."

Jeanne mentionne que la prison de Witzwill utilise un concept qui rejoint aussi l'approche centrée sur la personne :

"C'est un concept qui s'oriente à une sorte de concept pédagogique mais qui se focalise essentiellement sur l'insertion professionnelle en utilisant les ressources personnelles et professionnelles des personnes détenues."

Nous constatons, grâce à ces témoignages, que les travailleurs et travailleuses sociales essayent du mieux qu'ils et elles peuvent, d'avoir une approche centrée sur les besoins, les ressources et l'autonomie des personnes délinquantes. Cependant, les contraintes carcérales et les difficultés auxquelles sont confrontés les professionnel-le-s, rendent leur application difficile.

7.1.5 || Les difficultés liées à la surcharge administrative

Ces contraintes sont de plusieurs types, la charge administrative étant souvent évoquée par les personnes interrogées.

En effet, **Blaise** mentionne le manque de temps mis à disposition et la surcharge de travail administratif :

“A mon avis la chose qui est difficile c’est qu’il y a une grande quantité de travail administratif. Chaque décision doit être notifiée avec une signature, il y a tout un processus à suivre pour rédiger des rapports, c’est quelque chose qui est vraiment chronophage, on prend beaucoup de temps. Nous n’avons pas assez de temps pour le côté relationnel. Les autorités nous demandent aussi des rapports de comportements qui prennent beaucoup de temps alors que certaines personnes détenues auraient besoin d’un suivi, d’un accompagnement et d’un soutien. Pour moi, la charge administrative est vraiment très lourde.”

Ce témoignage nous montre que les professionnel-le-s ont de nombreuses procédures administratives à respecter. Que ce soient les rapports de comportements ou les différentes demandes à signer, ils ont un processus qu’ils doivent suivre de manière très précise. Ces obligations sont contraignantes car elles empêchent un accompagnement individuel et un soutien aux personnes incarcérées, vu, comme nous le comprenons, qu’il n’y a pas de tranches horaires dédiées principalement à l’accompagnement socioprofessionnel avec les personnes détenues.

Henri rejoint l’avis de **Blaise** mais en apportant une information supplémentaire.

“On est trois à intervenir dans la prison pour environ 70-100 détenus. Je suis là qu’un jour par semaine et les jours de présence sont consacrés vraiment au nouvel arrivant ou aux gens qui m’ont fait des demandes. Je ne peux pas aller voir les personnes qui ne me font pas de demandes. J’aimerais juste aller les voir, prendre de leurs nouvelles et demander comment ça va et malheureusement le temps ne me permet pas de le faire.”

Cet extrait nous permet de constater que le nombre de détenus est très élevé et que trois travailleurs et travailleuses sociales ne peuvent pas accompagner 70-100 détenus. Nous travaillons toutes les deux en foyer et la plupart du temps, il y a 3-4 professionnel-le-s qui s’occupent de 8-10 résident-e-s en même temps. Certes l’accompagnement est différent mais comme l’évoquent les sept personnes interrogées, il n’est pas possible de répondre aux besoins de chacun-e avec un effectif aussi restreint. De ce fait, les détenu-e-s ne reçoivent pas un accompagnement socioprofessionnel adapté et c’est peut-être pour ces raisons que le nombre de récidivistes est élevé car ils ne sont pas assez préparés à la sortie. De ce fait, un effectif plus élevé de travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral pourrait peut-être combler ce manque et éviter la récidive.

7.1.6 || L'aide sous contrainte selon les professionnel·le·s du milieu carcéral

Comme mentionné ci-dessus, malgré leurs envies et les différentes approches utilisées, les contraintes carcérales restent omniprésentes. De plus, lors de notre recherche théorique, selon les propos de Guy Hardy (2012), nous avons mentionné que les travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral étaient largement concerné·e·s par l'aide sous contrainte et qu'elle était un frein dans la création d'un lien de confiance.

Maintenant, à la suite de nos entretiens, nous avons deux visions distinctes. D'une part les travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral disent avoir le bon rôle et ne pas être dans une relation d'aide sous contrainte et d'autre part les agent·e·s de probation disent accompagner les détenu·e·s en devant faire face à l'aide sous contrainte.

Caroline :

"On avait toujours un peu le bon rôle, car nous on était gentil, on était là pour les aider, pour les soutenir dans leur projet, on avait vraiment le bon rôle là-dedans. Et les agents de détention avaient vraiment le rôle pour remettre le cadre, la sécurité.... Je vois presque ça différemment qu'une curatelle..."

Paul :

"Il n'y a pas d'obligation de me voir donc il ne veut pas venir, il ne vient pas et il n'y a pas de conséquence. Donc ceux qui ne se sentent pas, ils ne vont pas venir. Mais on a le bon rôle d'assistant social on est le gentil, ludique ami en même temps..."

De ce point de vue, nous constatons que les personnes incarcérées ont le choix, la possibilité d'aller voir les travailleurs et travailleuses sociales et ne sont pas contraintes à des rendez-vous obligatoires.

Mais les agent·e·s de probation ont une mission qui est différente, de ce fait elles et ils disent clairement être dans de l'ordre de l'aide sous contrainte.

Aline décrit l'aide sous contrainte selon elle :

"L'intitulé même de notre mandat est l'aide sous contrainte. Ça veut dire que si les personnes veulent rester en liberté elles doivent venir nous voir donc on ne leur laisse pas le choix. Bien sûr en général ces personnes sont preneuses car elles se disent vaut mieux que je sois condamné avec du sursis avec d'autres obligations que je sois condamné à de la prison ferme."

Selon les propos de Balma (2016), décrits dans notre recherche scientifique, les travailleurs et travailleuses sociales et les autres professionnel·le·s du milieu carcéral exercent un pouvoir sur les détenu·e·s. De ce fait, il existe un risque dans la création du lien de confiance. Mais à la suite des propos de nos interlocuteurs et interlocutrices, nous constatons que les travailleurs et travailleuses sociales ont le bon rôle et que la relation asymétrique se fait plus avec les agent·e·s de détention, qui eux imposent plus la sécurité.

7.1.7 || L'importance de la collaboration en travail social

Afin de comprendre par qui les détenu-e-s sont accompagné-e-s et entouré-e-s lors de leur incarcération, nous allons mentionner brièvement la collaboration entre professionnel-le-s et le travail en équipe. Tout d'abord, nous allons définir "l'équipe" et le "travail en équipe". Selon Olivier Devillard (2003), dans son livre intitulé « La dynamique des équipes » ; l'équipe est un « groupe d'individus, organisé ensemble, conduit par un-e leader ou leadeuse et œuvrant pour un même objectif ». Cette définition met en avant quatre dimensions différentes : des individu-e-s, un-e chef-fe, un objectif et des pratiques. Ainsi, le travail en équipe permet une réflexion inégalée car elle repose sur plusieurs personnes et non pas uniquement sur un-e individu-e. (Bianchi, 2016) Les personnes interrogées nous ont fait part également de l'importance de la collaboration au sein d'un milieu où les problématiques ne sont pas faciles à résoudre et où l'avis d'autres professionnel-le-s est important.

Henri mentionne que la collaboration est un point essentiel en tant qu'agent-e de probation, car ils et elles ont des décisions judiciaires à prendre.

" le pire qui puisse arriver à un agent de probation c'est se sentir seul dans une situation. C'est toujours très complexe, il y a toujours des responsabilités de sécurité, des enjeux. Est-ce que je dois dénoncer, est-ce que je peux octroyer un congé, est-ce qu'on le lui accorde ou pas ? Nous c'est presque après chaque entretien on trouve un collègue pour lui raconter ce qu'il s'est dit afin d'avoir un soutien."

Cependant, parfois, malgré l'importance de la communication et de la collaboration des enjeux éthiques et liés au secret professionnel rentrent en jeu. Comme le cite Dominique Durand et Agathe Legros (2019), les travailleurs et travailleuses sociales sont souvent étonné-e-s de savoir combien leurs pratiques professionnelles peuvent être éloignées du cadre légal prévu, lorsque nous parlons du secret professionnel. En effet, selon l'article 321 du code pénal "les travailleurs sociaux du secteur privé, tout comme ceux de l'administration fédérale, sont soumis au secret professionnel par le biais des dispositions de la loi sur la protection des données.

Comme le cite **Aline**, le manque de collaboration due au code pénal est parfois difficile pour accompagner au mieux la personne détenue.

"Malheureusement les infirmiers sont soumis au secret médical, ce qui fait qu'on peut rarement discuter sur la maladie. Après parfois c'est vraiment nécessaire de savoir ce qui se passe et là on arrive un peu collaborer. Ce qu'on peut faire c'est quand j'ai un entretien avec une personne où je remarque certains signaux qui me font dire qu'elle ne va pas forcément très bien, que ce soit par le biais d'un trouble psy ou simplement une baisse de moral ou autre, je fais toujours un retour au service médical pour les avertir. Mais sur le moment on y va un peu au feeling. "

Comme décrit auparavant, l'accompagnement individuel des personnes détenues est très peu présent, de plus nous constatons par ce paragraphe qu'une autre contrainte vient se rajouter : le secret professionnel, qui ralentit encore plus la collaboration entre les différents professionnel-le-s et donc restreint d'autant plus un accompagnement de qualité répondant aux besoins de chacun-e en fonction de leurs spécificités. Cependant, la col-

laboration au sein des établissements pénitenciers et des offices de probation est indispensable. Elles et ils mentionnent tous un colloque hebdomadaire avec une remise des informations à chaque changement d'équipes et cela se fait avec les différent·e·s professionnel·le·s : agent·e·s de sécurité, MSP, éducateurs et éducatrices, la direction...

Les propos de **Jeanne** réunissent ceux des autres interlocuteurs et interlocutrices.

“ Oui on avait tous les jours un mini colloque entre les assistants sociaux et on avait tous les matins, un mini réseau avec les maîtres socioprofessionnels et la direction ”

7.1.8 || Les devoirs envers la justice... une tâche administrative supplémentaire

Cette collaboration ne s'arrête pas seulement au sein de l'établissement ou de l'office mais elle se passe de manière plus formelle avec les autorités judiciaires, car elles et ils ont plusieurs rapports à rendre à la justice, comme le citait Balma (2016), dans notre cadre théorique.

Jeanne décrit les devoirs pénaux auxquels les travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral sont confronté·e·s :

“ Il y a souvent des rapports à faire, des rapports sociaux pour un tribunal ou un ministère public. Il y a aussi des décisions à prendre, donc des décisions par rapport à une mesure ambulatoire selon l'article 63 du code pénal. Ça ce sont des démarches plutôt juridiques et administratives.”

Aline complète ses propos en décrivant plus particulièrement les rapports judiciaires pour les agent·e·s de probation :

“ On fait régulièrement des rapports au ministère public quand on suit les gens en ambulatoire avant jugement, qui est un cadre très strict où on doit mettre pas mal de chose en place. En général, on doit faire un rapport juste avant de condamner la personne pour voir comment le suivi est allé et comment la personne s'est comportée. Pour le sursis on donne des rapports aussi aux autorités qui ont ordonné le sursis pour expliquer tout ce qui s'est passé lors de ces années de suivi”.

Ces deux témoignages démontrent encore une fois la charge importante de travail administratif et les responsabilités auxquelles sont confrontés les travailleurs et travailleuses sociales du monde carcéral. En effet, dans leur rapport, ils et elles décrivent les comportements des détenu·e·s et font des observations sur leurs potentielles aptitudes à sortir de prison et se réinsérer dans la société. Cette responsabilité est immense, sachant que les détenu·e·s sont peut-être dangereux ou dangereuses et pourraient à nouveau, une fois dehors, commettre des actes criminels.



7.2 || Axe II : La réinsertion

Pour ce deuxième axe, nous nous sommes focalisées sur la réinsertion socioprofessionnelle. Grâce aux témoignages des personnes interrogées, nous allons définir avec quels outils, méthodes et dispositifs les professionnel·le·s accompagnent les détenu·e·s avant et pendant leur incarcération.

7.2.1 || Le rôle du fédéralisme dans l'intégration des personnes détenues

Afin de comprendre comment les détenu·e·s sont intégrés-ees socialement et professionnellement, il nous semble important de définir le terme "d'intégration". Selon Paugam (2010), elle se décompose en plusieurs étapes successives. La première étape est l'intégration économique, c'est-à-dire le fait d'avoir un emploi, ensuite il y a la maîtrise de la langue et finalement le processus d'acculturation (normes, valeurs, coutumes) de la société.

Cependant ces étapes d'intégration n'appartiennent pas seulement aux individu·e·s mais dépendent fortement de l'attitude de la société d'accueil et notamment de ses propres préjugés. Cette définition développe plusieurs points importants que nous allons traiter dans ce chapitre.

Aline rejoint les propos de Paugam, en disant que la société politique pourrait instaurer d'avantage d'outils pour la réinsertion :

" La réinsertion ne dépend pas que de nous : C'est à l'Etat de mettre à disposition des fonds et de permettre aux prisons, pour autant qu'elles le veulent, de créer des ateliers, de proposer des choses beaucoup plus concrètes au niveau de la réinsertion. Cela nous permettrait d'agir directement en animant des ateliers, par exemple. Là on pourrait avoir une action concrète vu que ça fait partie de notre mission d'assistantes sociales en prison mais tout le reste ne dépend pas de nous. "

Les propos de **Aline** démontrent l'importance des instances supérieures dans le travail social. Sans fond et sans soutien des supérieurs et de l'états, il est très difficile de mettre en place des projets de réinsertion. Dans ce prochain extrait, Henri amène une vision différente, qui vient se rajouter à celle de Aline.

Henri met l'accent également sur le travail que la société doit faire :

" il y a un élément sur lequel j'aime bien insister, c'est que finalement le travail de réinsertion sociale des détenus, c'est d'une part le travail des détenus, mais aussi le travail de la société. La société doit leur accorder une place et leur donner une chance. Il y a la stigmatisation et il y a un travail à faire des deux côtés. Certes, des mesures de sécurité doivent être prises mais ça doit être la responsabilité de l'Etat et pas de la population civile en tant que telle, à partir du moment où on évalue ce risque et qu'on accorde une libération conditionnelle, qu'on leur donne une chance et que le risque est estimé pas plus élevé que pour d'autres personnes. Il faut savoir que la plupart des délits commis sont fait par des personnes qui n'en ont pas encore commis avant."

Grâce à ces deux extraits, deux composantes s'ajoutent à la réinsertion des détenu·e·s. D'une part, l'état qui doit apporter des fonds afin que les professionnel·le·s puissent créer des projets socioprofessionnels.

D'autre part, le ou la détenu·e est maître de lui ou d'elle-même et sa volonté aura un impact important sur sa réinsertion et son intégration. Cependant, comme le mentionne Henri, la société n'est pas tout à fait prête à accueillir et intégrer les personnes détenues.

De ce fait, les professionnel·le·s et les détenu·e·s se trouvent dans une impasse. Malgré leur volonté, tant que l'Etat et la société ne seront pas plus ouverts, une réelle réinsertion et intégration des personnes détenues ne pourra pas se faire correctement.

7.2.2 || Les cantons ne sont pas égaux

Nous constatons également avec étonnement que le système politique suisse, joue un rôle plus néfaste pour certains établissements pénitenciers que pour d'autres. Les outils et les mesures mis à disposition pour la réinsertion sont propres à chaque canton. En effet, selon Ladner et Desfontaine Mathys (2019), le fédéralisme suisse est généralement qualifié de coopératif, symétrique, compétitif et solidaire. Cependant, fédéralisme oblige, les différences de mises en œuvre dépendent des caractéristiques et des ressources de chaque entité.

Jeanne mentionne les différences entre le canton de Berne et le canton de Genève.

"A Witzwill on avait eu beaucoup de gens du canton de Genève et ils étaient vraiment confrontés à une autre réalité parce qu'eux leur service de placement était beaucoup plus restreint que le canton de Berne et les détenus étaient très mécontents de cette différence parce qu'ils ont vu de quelle progression les gens du canton de Berne pouvaient bénéficier et je trouve que ce n'est pas très juste."

Cet extrait nous permet de constater que même si une personne d'origine genevoise se retrouve détenue dans le canton de Berne, elle n'aura pas les mêmes droits que les personnes bernoises malgré les ressources différentes du canton de Berne. C'est-à-dire que les personnes d'un même établissement ne reçoivent pas le même accompagnement socioprofessionnel. Premièrement, cela demande une adaptation de la part des professionnel·le·s et deuxièmement cela pourrait engendrer de la frustration et des conflits entre certain·e·s détenu·e·s.

Par ces extraits, nous voyons bien la différence de ressources financières entre les différents cantons de Suisse. Ces ressources ont un impact positif ou négatif sur la possibilité de créer des projets de réinsertion socioprofessionnelle.

Aline mentionne également un aspect financier propre à son canton :

"...Mais il est aussi question des finances et le canton de Neuchâtel ne finance pas de formation pour des détenus donc même quand on les place dans d'autres établissements qui proposent d'autres types de prise en charge on ne les finance pas donc effectivement à la prison de la

■ *Chaux-de-Fonds, il y a zéro solution de formation.”*

Jeanne :

■ *“Comparé à d’autres établissements, les outils de réinsertion sont très développés, enfin surtout dans les cantons alémaniques. Là quand je regarde dans les cantons romands il y a très peu de possibilités.”*

7.2.3 || les différents concordats dans l’exécution des sanctions pénales

Ces différences entre cantons existent aussi car chaque canton appartient à un concordat qui régit les mesures d’exécution des sanctions pénales. Il y a trois concordats : le concordat du nord-ouest et du centre de la Suisse qui réunit les cantons d’Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Lucerne, Zoug, Berne, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Argovie, le concordat de la Suisse orientale qui regroupe les cantons de Schaffhouse, Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Thurgovie, Saint-Gall, Glaris et Grison et le concordat latin dont les cantons de Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Vaud et Valais font partie. L’objectif central des trois concordats est de mettre à disposition, pour le territoire auquel elles ou ils sont assigné-e-s, une offre suffisante de places de détention. Ils ou elles doivent accueillir des détenu-e-s provenant des cantons concordataires en suivant les mêmes règles que pour les détenu-e-s pro-

venant de leur canton. (CLDJP, 2014)

Lors d’un entretien, **Jeanne** nous a dit qu’il existait un projet pilote, ROS, auquel les cantons romands n’ont pas adhéré. Les deux concordats qui regroupent les cantons alémaniques appliquent le projet pilote ROS. Ce projet “exécution des sanctions orientée vers les risques” a développé des outils et un processus pour une exécution des sanctions orientée vers les risques individuels de récidive. Ce projet a pour objectif la prévention de la récidive et la réinsertion sociale. Pour ce faire, il se base sur le modèle risque-besoin-réceptivité. Les interventions sont donc désormais orientées sur la planification et la réalisation des interventions selon le risque de récidive, le besoin d’intervention et la réceptivité de la ou du délinquant-e, durant toute la peine. (Zurich, 2014).

7.2.4 || Les formations mises à disposition des détenu-e-s selon les concordats

Nous constatons, grâce au témoignage **Jeanne** travaillant dans le canton de Berne et faisant partie du concordat du nord-ouest et de la Suisse centrale appliquant le projet pilote ROS, que les outils et les méthodes pour la réinsertion sociale et professionnelle y sont bien plus développés que dans les cantons Romands.

“ Witzwill c’est vraiment un lieu quand même bien développé, comparé à d’autres établissements pénitentiaires les détenus peuvent avoir accès à internet. Dans le concordat latin, à ma connaissance, aucun établissement est prêt à fournir un accès internet aux détenus donc à ce moment-là les gens sont complètement limités, je veux dire s’ils ne peuvent pas aller faire des

recherches d'emploi ou de logement... on proposait aussi des coachings professionnels pour faire les CV et lettres de motivation. Il y avait des cours prévus pour ça. Il y avait aussi des coachings individuels prévus par l'école interne. Oui il y a une école où ils pouvaient participer à des cours de français, d'allemand, de mathématique etc. Comparé à d'autres établissements ça c'est juste très développé. J'ai pu suivre plusieurs personnes qui pouvaient faire une formation pendant leur détention donc ils allaient à l'école, ce n'était pas un CFC mais une équivalence, une AFP en deux ans, ils faisaient des formations raccourcies... ils pouvaient faire une formation de cuisinier, de boulanger ou faire une formation dans la logistique et puis ils allaient tous à l'école comme les autres qui faisaient une formation à l'extérieur et en plus de ça ils avaient la possibilité de suivre des cours à l'école interne, donnés par des professeurs."

Les moyens décrit par **Jeanne** sont nombreux : formations, cours interne, accès à internet pour les détenu-e-s afin qu'elles et qu'ils puissent faire des recherches d'emplois. Tout ceci correspond à l'article 82 du code pénal mentionné dans notre cadre théorique : "La ou le détenu-e doit, autant que possible, pouvoir acquérir une formation de base et une formation complémentaire correspondant à ses capacités".

Malheureusement, pour la plupart des personnes interrogées, cet article de loi n'est pas appliqué. De plus, il est très rare que les établissements romands offrent l'accès à internet, ce qui limite d'autant plus les formations. Aucun autre interlocuteur ou interlocutrice que Jeanne ne nous a mentionné la présence d'une école interne à la prison.

Un interlocuteur et une interlocutrice nous ont fait part de leur mécontentement concernant l'accès à la formation :

"Neuchâtel ne finance pas de formation. Il n'y a pas de formation, pas d'ateliers digne de ce nom. Ce sont des ateliers occupationnels...Dernièrement quelqu'un m'a demandé de faire une formation de maçon à distance. Vous voyez oui je peux lui trouver des cours à distance, mais la formation en elle-même non, surtout dans un établissement fermé donc ça limite vraiment."

La société se plaint que les anciennes personnes détenues ne s'intègrent pas et ne travaillent pas à la sortie de prison. Nous avons pu le constater en échangeant avec des proches ou des ami-e-s. Mais comment voulez-vous qu'une personne anciennement détenue trouve un travail si pendant toute sa peine, elle n'a pas pu acquérir de nouvelles compétences car l'état ne finance pas de formations ?

7.2.5 || L'importance des formations pour l'employabilité

Dans notre cadre théorique nous avons cité, selon les propos de Bader et Shea (2007), le fait d'avoir une place de travail au sein de la prison peut augmenter les chances de trouver un emploi à l'extérieur. Cependant, dans de nombreux établissements, comme nous le cite l'auteur ci-dessus, les ateliers et les places de travail correspondent souvent à des ateliers occupationnels et ne permettent pas aux détenu-e-s d'augmenter leurs compétences pour le marché du travail. **Paul** nous dit :

"Les détenus condamnés ont une obligation de travailler. Il y'a des ateliers, donc atelier cuisine, ateliers boulangerie, ateliers intendance bricolage, atelier menuiserie et de sous-traitance qui font du conditionnement pour des entreprises, ça peut être différentes choses... Ce sont des

ateliers classiques qu'on retrouve partout.. Mais peu importe combien il a exécuté de peine en arrivant, il passe dans un secteur et dans un atelier initiation qui permet d'observer les compétences et les comportements de la personne... les détenus ne peuvent pas choisir quels ateliers ils veulent suivre, cela dépend de la place... Après on essaye de faire au mieux"

Jeanne appuie ses propos également :

"Ils peuvent trouver un travail si : ils peuvent bénéficier de bonnes conditions pendant la détention, c'est-à-dire qu'ils soient traités avec respect et qu'ils puissent profiter des places de travail intéressantes. Ça c'est aussi un gros problème dans beaucoup d'établissement pénitentiaire, il y a des places de travail type occupation qui sont extrêmement ennuyantes. Ils n'apprennent pas grand-chose..."

Ces deux témoignages nous montrent encore une fois le manque de ressources mises à disposition dans les établissements pénitenciers. De plus, les ateliers occupationnels ne permettent pas d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles ce qui réduit encore plus la possibilité de trouver un emploi stable à la sortie de prison.

Le manque de ressources financières, d'ateliers et de formations est bien réel. Donat Decisier (2006) évoquait le fait que la réinsertion sociale et professionnelle doit guider les politiques pénitentiaires autant que les préoccupations d'ordre sécuritaire. Malheureusement, avec les témoignages reçus, nous constatons que la sécurité prime dans certains établissements sur les aspects sociaux-éducatifs. **Caroline** évoque cet enjeu :

" si les détenus ont des comportements difficiles je ne pense pas qu'ils les feraient participer à des ateliers internes donc j'ai quand même l'impression que la sécurité en milieu carcéral reste la priorité et ensuite nous nous occupons de leur réinsertion et des projets."

Selon l'article 75 du code pénal : " 'L'exécution de la peine privative de liberté doit améliorer le comportement social de la ou du détenu-e, en particulier son aptitude à vivre sans commettre d'infractions" Nous constatons qu'il est difficile pour les professionnel-le-s de répondre positivement à cette loi. De plus, les propos de **Caroline** appuient les données de Baader et Shea (2007) qui mentionne que : si un-e détenu-e n'arrive pas à s'adapter à une équipe, elle ou il est alors transféré à un poste solitaire. Quant aux qualités sociales, les responsables d'ateliers non pas le temps de s'y attarder, car elles et ils ne correspondent pas toujours à la culture prisonnière.

Les contraintes sécuritaires, le manque de ressources financières, le manque de formations, le manque d'ateliers pouvant augmenter les compétences des personnes détenues freinent fortement la réinsertion socioprofessionnelle. Afin de combler ces manques énormes, l'état et la société ont un rôle important à jouer.

7.3 || Axe III : Employabilité

Hypothèses II :

“Les contraintes externes liées aux exigences du marché du travail limitent la réalisation des projets d’insertions.”

Dans cette Axe III, nous allons décrire les difficultés du marché du travail Suisse ainsi que le manque d’intégration dans la société actuelle que ce soit de la part des employeurs et des citoyens en générale.

7.3.1 || Manque d’ouverture d’esprit dans la société actuelle

Certes le manque de ressources à l’interne reste une des principales difficultés des professionnel-le-s mais elles et ils sont également confronté-e-s à d’autres obstacles. Comme décrit ci-dessus, le projet pilote ROS et également le projet pilote désistance, visent une réinsertion sociale et professionnelle. Comme le cite Méda (2010), grâce au travail, les apprentissages de la vie sociale sont facilités. Il permet également une constitution des identités, il permet à chacun-e d’avoir une utilité sociale et il est un lieu de rencontres et de coopération hors de la sphère privée. Nous avons également évoqué les critères d’employabilité importants pour les employeurs et employeuses : Le casier judiciaire, les caractéristiques physiques, les caractéristiques économiques et situationnelles. Les professionnel-le-s interrogé-e-s nous ont fait part de leur accompagnement auprès des détenu-e-s pour leur recherche d’emploi. Nous sommes étonnées de constater que seulement deux personnes, sur les sept interviewées, collaborent avec des instances professionnelles. Caroline nous dit que :

“mais il y a des détenus qui peuvent travailler en travail externe. Ils partent travailler et reviennent le soir, donc nous on est en contact avec ces instances.”

Jeanne mentionne également ce travail avec les instances professionnelles mais encore plus approfondies :

“On a collaboré avec des services externes pour essayer de favoriser l’insertion professionnelle des gens. On travaillait aussi avec le service de l’orientation professionnelle. Le principal pour nous c’était qu’à la sortie, les détenus aient un travail.”

Cependant, la société actuelle ne permet pas toujours d’offrir à ces personnes détenues un lieu de travail, car les places de travail sont en baisse et les employeurs et employeuses ont de nombreuses exigences, comme décrites ci-dessus. Effectivement, selon l’article de journal qui décrit les impacts de la crise sanitaire (covid-19) sur le marché du travail publié dans le “Bilan” écrit par AWP, «Le nombre de postes à pourvoir est en baisse dans la plupart des professions, tandis que le nombre de demandeurs et demandeuses d’emploi est en hausse», assure le géant helvétique du placement de personnel, qui évoque «un changement très rapide». (AWP, 2020) Il est déjà difficile pour des personnes formées de trouver un emploi, alors pour des personnes avec un passé de délinquant-e-s, les difficultés sont encore plus nombreuses.

Jeanne nous dit :

"En tout cas je ne connais pas beaucoup d'employeurs qui se montrent vraiment très ouverts à cette idée parce qu'en fait, en détention, souvent ceux qui sortaient avec un travail et un logement c'étaient souvent des personnes qui ont pu mobiliser leur réseau qui était déjà existant avant la détention. Ce n'était pas souvent des super postes, je vais faire un peu une caricature mais c'était souvent par exemple une personne originaire de la Turquie qui a de bons potes qui lui propose de travailler dans la pizzeria où ailleurs mais ce n'était pas non plus des places de travail très sécurisées avec un revenu régulier. Mais non je ne pense pas que la société et puis les employeurs soient vraiment prêts à engager des gens qui ont fait de la détention."

Les dires de **Jeanne** appuient notre cadre théorique, dans lequel nous avons évoqué, selon les propos de Baader et Shea (2007) que le réseau de contacts sociaux à l'extérieur de la prison est primordial pour réduire la récidive. L'inactivité professionnelle renforce les déficits sociaux et personnels déjà présents.

Comme mentionné ci-dessus, nous avons évoqué les difficultés et les manques de ressources à disposition dans les établissements pénitenciers. Mais cet extrait démontre non seulement que les citoyen-ne-s ne sont pas ouvert-e-s à l'intégration des personnes détenues mais que les employeurs ne le sont pas non plus. De ce fait, les chances que les personnes détenues trouvent un travail sont réellement minimes. Afin de pouvoir offrir à ses personnes délinquantes une place de travail, il faudrait que la société soit un peu plus inclusive. En effet, selon Julien Boutonnier (2020) qui recueille les propos de Charles Gardou, être inclusif ne consiste pas seulement à placer des éléments externes à l'intérieur d'un milieu éducatif ou social mais être inclusif c'est autoriser chaque personne à apporter sa biographie originale et sa contribution à la vie éducative, culturelle, communautaire. C'est-à-dire lui permettre également sa participation sociale et la réalisation de son parcours de vie.

Blaise mentionne la préoccupation des détenu-e-s à trouver du travail et la peur des employeurs et employeuses d'être confronté-e-s à des détenu-e-s qui ont commis des crimes graves. Cela rejoint Baader et Shea, comme décrit notre recherche, au sujet des employeurs et employeuses qui craignent un manque de fiabilité et elles et ils ont peur de devoir assumer des personnes avec des comportements difficiles.

"Dans ma façon d'accompagner les personnes détenues c'est que ce que je propose quand ils font une postulation, de ne pas écrire dans le dossier de postulation qu'ils sont à Bellechasse par contre que quand il y a la démarche d'engagement qui est déjà avancé peut-être ça débouche sur une possibilité d'emploi, là je les encourage vraiment à dire. Par expérience les employeurs considèrent de façon positive la franchise et l'authenticité. La grosse préoccupation des employeurs qui téléphonent chez nous, est de savoir la nature du délit, bien-sûr nous ne pouvons pas répondre mais souvent je dis : voilà vous téléphonez pour savoir s'il a tué quelqu'un ou si c'est un pédophile moi je peux vous dire que ce n'est pas le cas. Ça, on peut dire c'est un peu entre les lignes. J'ai l'impression que la grosse préoccupation c'est le meurtre ou acte d'ordre sexuel, où là effectivement c'est un peu plus difficile."

Dans ce chapitre, nous constatons que les contraintes externes, liées au marché du travail et à la société actuelle, limitent également la réinsertion sociale et professionnelle. Les professionnel-le-s essayent de les préparer, en les aidant dans la rédaction de leur CV ou leur lettre de motivation, en leur donnant des conseils sur les normes d'hygiène et sur le comportement social à adopter.

Caroline :

“Moi ce que j’avais fait c’était des lettres de motivations ou des CV. Ensuite, j’examinais les demandes de congé pour qu’après ils puissent faire un stage et trouver du travail par après.”

Malheureusement les obstacles sociétaux ou individuels prennent parfois le dessus.

7.4 || Axe IV : Populations et peines

Hypothèse 3:

“Les contraintes liées aux caractéristiques de la population incarcérées rendent difficile l’accompagnement orienté insertion.”

Ce dernier chapitre comprendra les diverses populations incarcérées en milieu carcéral et les différentes peines que purgent les détenu-e-s. Nous allons développer en quoi ces différences rendent l’accompagnement socioprofessionnel difficile.

7.4.1 || Pourquoi les étrangers sont-ils plus nombreux en milieu carcéral ?

Premièrement nous avons évoqué, dans notre cadre théorique, les statistiques concernant les personnes incarcérées. En Suisse, selon l’Office fédéral de la Statistique (2019), 48.8% des personnes incarcérées ne possèdent pas de permis de séjour, 24.6% sont des étrangers et étrangères avec permis de séjour, 21.4% sont des Suisses et 5.2% sont des requérant-e-s d’asile. Nous pourrions en déduire que les étrangers et étrangères commettent plus de délits que les Suisses.

Cependant, **Blaise** nous a fait part de ses connaissances à ce sujet :

“ Dans le monde carcéral, la population étrangère est sur-représentée. On parle de 70-80%. C’est parce que ces personnes n’ont plus le droit de rester en Suisse ou n’ont jamais eu le droit. Si je prends l’exemple d’un roumain qui va faire un cambriolage et qui n’a aucune attache en Suisse, la seule possibilité d’être sanctionné c’est de lui infliger des peines de privation de liberté ce qui n’est pas la même chose pour un citoyen suisse. Pour un citoyen suisse, la justice elle a une autre possibilité comme les amendes, les travaux d’intérêt général, la possibilité de faire de la prison samedi, dimanche ou le soir et garder le contrat de travail, etc... donc pour les personnes qui n’ont pas de statut en Suisse elles se trouvent plus facilement en détention, car elles n’ont pas d’argent pour payer les amendes et c’est illusoire de leur proposer du travail d’intérêt général car la personne va partir. De plus, si elles n’ont pas de travail, elles ne peuvent pas faire la prison samedi, dimanche et travailler donc c’est une des raisons. Ce n’est pas parce qu’en soi les étrangers sont plus criminels que les autres, mais ils sont plus facilement en détention oui. Et du coup les personnes suisses qui se retrouvent en détention sont là pour des peines plus importantes.”

Nous comprenons donc que les personnes sans permis de séjour sont obligées de purger des peines car elles et ils n'ont pas de moyens financiers. Dans le magazine universitaire de Lausanne, Daniel Fink met en avant les inégalités sociales en faveur des étrangers et étrangères. Ces derniers-ères ont moins de finances que les Suisses, moins d'emplois stables donc moins de perspectives professionnelles. Elles et ils auront peu de chances d'avoir un avocat (je n'en suis pas sûre car il y a des avocats commis d'office, info à vérifier) et ne pourront donc faire valoir leurs droits. (Piolat, 2019). Cependant, malgré ces injustices sociales, les personnes étrangères en milieu carcéral doivent être accompagnées par les professionnel-le-s. Les personnes interrogées nous disent qu'il est très difficile d'avoir un accompagnement centré sur la réinsertion sociale et professionnelle car les personnes étrangères sans permis de séjour ne peuvent guère trouver du travail et sont expulsées du territoire suisse après leur incarcération. **Caroline** nous explique les complexités liées au séjour illégal :

“ Le travail en prison c'est surtout pour la réinsertion et pour éviter la récidive et puis il y avait aussi beaucoup de situations où ce n'était pas vraiment possible de se réinsérer, cela rend le travail plus difficile. Il y avait pas mal de personnes qui étaient là en séjour illégal, ensuite elles sortent de prison et ne peuvent pas avoir de papiers. Elles n'avaient pas forcément leur place en prison, mais en même temps elles allaient y retourner. Donc il n'y avait pas vraiment de solution, mais ce n'est pas facile de devoir gérer ces situations et ne pas pouvoir faire ce pourquoi nous avons été formés.”

Dans cet extrait, nous comprenons que les travailleurs et travailleuses sociales n'ont pas les moyens à disposition pour accompagner adéquatement les personnes étrangères en milieu carcéral. L'accompagnement socioprofessionnel des détenu-e-s suisses est déjà très complexe, dû au manque de ressources à disposition dans les centres pénitenciers. Sachant qu'il est donc difficile pour eux de se réinsérer dans leur propre société, on comprend bien que pour des personnes étrangères cela représente une réinsertion encore plus complexe.

7.4.2 || Les diverses peines

Les diverses peines rendent également l'accompagnement des détenu-e-s difficile.

Aline travaille dans une prison où les détenu-e-s sont en détention préventive, c'est-à-dire, selon l'article 221 du Code de procédure pénal suisse :

La détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté ne peuvent être ordonnées que lorsque la ou le prévenu-e est fortement soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit et qu'il y a sérieusement lieu de craindre :

- Qu'elle et il se soustraie à la procédure pénale ou à la sanction prévisible en prenant la fuite ;
- Qu'elle et il compromette la recherche de la vérité en exerçant une influence sur des personnes ou en altérant des moyens de preuves ;
- Qu'elle et il compromette sérieusement la sécurité d'autrui par des crimes ou des délits graves après avoir déjà commis des infractions du même genre. (Suisse c. , 2021).

De plus, selon l'article 227 du Code de procédure pénal, la détention préventive peut être prolongée :

“ L’expiration de la durée de la détention provisoire fixée par le tribunal des mesures de contrainte, le ministère public peut demander la prolongation de la détention. Si la durée de la détention n’est pas limitée, la demande doit être présentée dans les trois mois suivant le début de la détention.”
(Suisse C. , 2021)

Aline nous explique les difficultés liées à cette peine provisoire, car les délais de libération ne sont pas connus, ce qui complique la réalisation de projets :

“ Moi je suis dans une prison où il y a chaque semaine des départs et des sorties, donc c’est difficile de mettre en place un projet sur le long terme : Le seul moment où on intervient un peu plus à ce moment-là c’est quand on sait qu’une personne sera libérée à cette date. Si c’est une personne légale sur le territoire suisse, là on va aller la voir et on va anticiper tout ce qu’on peut : par exemple, l’inscription à l’aide sociale. Mais on a souvent moins de temps pour se préparer. Quand elles sont en détention préventive, on a aucun moyen d’anticiper et la libération peut venir du jour au lendemain et des fois on n’est même pas averti de quand la personne sortira. Si elle est en fin de peine et en libération conditionnelle, là on le sait mais quand on n’a pas de date de fin, c’est difficile de prévoir des choses. Elles attendent que ça de pouvoir sortir, d’avoir un lieu d’hébergement mais la réalité est tout autre. Tant qu’il n’y a pas de date de sortie c’est impossible de se projeter.”

Là encore les contraintes sont bien présentes, d’une part la peine joue un rôle important dans la construction de projets socioprofessionnels et d’autre part, encore une fois, le permis de séjour de la ou du détenu-e est très important.

Jeanne nous donne un exemple pour les personnes qui purgent de courtes peines et celles qui sont condamnées à de longues peines :

“Il y a beaucoup de personnes qui se retrouvent à répétition dans des établissements pénitentiaires. Ces personnes-là, en général, ne se rendent pas compte des difficultés qui les attendent dehors. Pour d’autres, qui purgent des peines très longue, elles peuvent se trouver dans une sorte d’idéalisation des réalités de l’extérieur mais là de toute façon pour les gens qui purgent de longues peines, elles se trouvent souvent en décalage tout simplement avec les réalités à l’extérieur. Ça commence par l’utilisation d’un téléphone, d’internet. Les personnes qui font vraiment des peines de 10 ans ou plus long, je veux dire les réalités changent tellement vite à l’extérieur, et malheureusement à l’intérieur elles ne peuvent pas forcément bénéficier du même cadre justement. Les personnes que j’ai côtoyées, qui ont purgé des longues peines, avaient très peur au moment de la libération.”

Nous pouvons faire un lien avec le marché du travail et la société actuelle. Le marché du travail et la société sont en perpétuels changements avec sans cesse l’utilisation de nouvelles technologies. Si les détenu-e-s ne sont pas renseigné-e-s sur ces divers changements, elles et ils auront des difficultés à s’intégrer dans la société. C’est pourquoi l’accompagnement socioprofessionnel en milieu carcéral est d’autant plus important. Ce sont aux travailleurs et travailleuses sociales de préparer les détenu-e-s aux différents changements.

7.4.3 || Les problématiques des détenu·e·s

De plus, comme mentionné dans notre cadre théorique, selon Drees la population incarcérée présente des déficits psychiques importants qui ont un impact sur leur insertion professionnelle au sein même de la prison. Les témoignages obtenus le démontrent également. Un grand nombre de détenu·e·s sont soumis·es à l'article 59 du code pénal qui stipule que :

La privation de liberté entraînée par le traitement institutionnel ne peut en règle générale excéder cinq ans. Si les conditions d'une libération conditionnelle ne sont pas réunies après cinq ans et qu'il est à prévoir que le maintien de la mesure détournera l'auteur·e de nouveaux crimes ou de nouveaux délits en relation avec son trouble mental, la ou le juge peut, à la requête de l'autorité d'exécution, ordonner la prolongation de la mesure de cinq ans au plus à chaque fois.
(Suisse C. , 2020)

Jeanne nous a dit qu'il était difficile d'accompagner ces personnes, car cela demandait énormément de temps. Mais toutes les personnes interrogées nous ont partagé qu'il y avait des thérapeutes pour le suivi de ces personnes présentant des troubles psychiques :

"Les gens qui se trouvaient à Witzwill, sans avoir des données vraiment scientifiques, mais je pense que le 80% de ces personnes était soit dépendantes à des stupéfiants ou souffraient de problèmes psychiques. Donc une grande partie des personnes se trouvant en détention souffraient de ces problèmes. En tout cas à Witzwill."

Le suivi des personnes sous mesures 59 demandent des obligations supplémentaires, mentionne **Blaise** :

"Pour les mesures 59 où c'est renouvelé de 5 ans en 5 ans et il y a une partie de notre travail qui est de la gestion de l'incertitude. Il y a des paradoxes du système qui sont proposés à des personnes qui vont être expulsées, mais elles seront expulsées seulement au moment où elles auront satisfait la mesure donc si la mesure est levée pour cause d'échec, cela prend du temps et c'est vraiment la gestion de l'attente qui est difficile. Au niveau administratif ça rend les choses plus compliquées, car à chaque fois qu'il y a une obligation de suivi thérapeutique, il faut un préavis du thérapeute, donc des fois il y a des séances de réseaux avec les thérapeutes, parfois il y a des projets qui se préparent comme des placements dans des foyers et c'est des choses très longues et très laborieuses..."

Nous constatons qu'avec des personnes sous mesures 59, il est d'autant plus difficile de créer des projets de réinsertion. En effet, la peine peut se prolonger tous les 5 ans, c'est-à-dire qu'ils peuvent créer un projet sur 5 ans mais si 5 ans après la peine se prolonge, le projet devra être réévalué.

De plus, l'accompagnement de ces personnes demande de nombreuses connaissances que les travailleurs et travailleuses sociales n'ont pas forcément. Certes les thérapeutes suivent ces personnes durant leur détention mais ce ne sont pas eux qui créent le projet et nous savons que pour construire un projet, il faut prendre en compte les besoins et les spécificités de chacun.

Nous pensons donc que la collaboration entre les différents pôles professionnels est indispensable pour ce type de mesures.

7.4.4 || Les différentes cultures

En plus de ces caractéristiques d'ordre médico-social, les détenu·e·s proviennent de cultures différentes et ont des compétences professionnelles diversifiées. Nous avons vu, dans notre cadre théorique, selon Désequeles et Kensey que très peu de détenu·e·s ont obtenu un diplôme et que la majorité, 50.3%, n'ont qu'une formation de niveau primaire. (Désequeles & Kensey, 2006). Afin de voir si ces statiques semblent correspondre aux détenu·e·s dans les prisons suisses, nous avons posé la question aux différent·e·s professionnel·le·s. La plupart nous ont répondu que les formations et les diplômes obtenus par les détenu·e·s étaient très variés, comme le cite **Paul** :

“Des fois on dit que les personnes pas formées commettent plus facilement l'acte, mais là on voit de tout, des personnes très intégrées professionnellement, mais qui volent quand même ou il y a des problèmes financiers, mais c'est aussi des gens qui sont souvent à l'aide sociale. Il y a tout de même des gens qui sont formés oui. Ça dépend.”

Etant donné que la population carcérale est composée de nombreuses et nombreux étrangères et étrangers, la diversité culturelle est bien présente. Nous nous questionnons sur les possibilités d'adapter l'accompagnement des détenu·e·s en fonction de leur culture.

La plupart des personnes interrogées nous ont dit qu'elles essayaient au mieux de ne pas aller à l'encontre de leur culture ou certains professionnel·le·s prenaient en compte la culture pour comprendre certains comportements des détenu·e·s envers elles et eux, comme le mentionne **Aline**:

“Pour moi c'est différent une personne de culture différente qui arrive et qui ne me regarde pas dans les yeux ou refuse de me serrer la main et où l'échange était un peu tendu. Suivant les origines de la personne, je vais peut-être le prendre différemment. Donc je prends en compte le contexte culturel. Mais sinon j'ai le même accompagnement avec tous les détenus c'est plus ma manière d'appréhender qui sera différente.”

Nous pensons qu'il est important de prendre en considération la culture et les origines des personnes que nous accompagnons. La connaissance des différences culturelles permet de créer plus facilement le lien avec les détenu·e·s et surtout de pouvoir répondre plus favorablement à leurs besoins.

Les institutions carcérales mettent en place des dispositifs de base tels que la possibilité de pratiquer la religion. Cependant, il n'y a que très peu de dispositif pour les barrières de la langue, alors les travailleurs et travailleuses sociales se débrouillent souvent entre eux en faisant appels à des collègues qui parlent d'autres langues ou en demandant à un·e détenu·e de traduire.

Blaise décrit son étonnement face à cela au début de sa carrière :

“ C’est une des premières questions que j’ai posées quand j’ai commencé et on m’a dit oui on a des traducteurs et j’ai dit, mais c’est super et en fait les traducteurs en question sont les codétenus...mais la barrière de la langue n’est pas insurmontable, on trouve toujours des solutions.”

Lors des interviews, il a aussi été mentionné que les traducteurs et traductrices n’étaient pas financé-e-s par les établissements, c’est pourquoi elles et ils font appel aux détenu-e-s. Les agent-e-s de probations sont moins confronté-e-s aux problèmes liés à la langue, car les personnes qui ont un suivi ambulatoire ont des permis de séjour et donc apprennent généralement le français, comme le cite **Emilie** :

“Mais c’est vraiment rare les personnes qui ne parlent pas du tout français. C’est plus compliqué au niveau de la langue en détention, car ceux qui viennent chez nous en principe ont un permis de séjour, sont installés en Suisse donc elles parlent en principe français.”

La langue ajoute une difficulté supplémentaire à l’accompagnement mais nous constatons, par ces extraits, que cette difficulté n’est pas insurmontable et que la plupart trouvent des solutions en mobilisant les ressources des détenu-e-s ou leur propres ressources personnelles.

7.4.6 || La volonté de la personne détenue

Outre les caractéristiques mentionnées ci-dessus et le cadre pénitentiaire, la réinsertion sociale et professionnelle dépend également de la propre volonté de la ou du détenu-e, comme le mentionne de Vacheret et Cousineau (2005). Le facteur le plus déterminant à l’encontre de la récidive est la volonté de la ou du détenu-e qui s’exprime sous différentes façons, sous la forme de motivation ou de responsabilisation face aux obligations et si elle ou il se sent soutenu par ses proches, sa famille.

Caroline mentionne cet aspect :

“Je pense que la réinsertion dépend surtout du détenu et par exemple j’ai un collègue qui s’était beaucoup investi avec un jeune détenu , il avait pas mal de perspectives, il avait été sans domicile fixe et il fallait déposer ses papiers etc... Mais après sa sortie il a fait une overdose. Mon collègue avait fait un super job pour préparer la sortie, mais les choix du détenu... On n’a pas d’influence dessus.”

Nous sommes d’accord que la volonté du détenu est primordiale mais avec toutes les contraintes citées ci-dessus, nous constatons que même si la et le détenu-e avait toute la volonté du monde, elle et il éprouverait tout de même certaines difficultés dans son processus de réinsertion. **Caroline** résume tous les aspects mentionnés précédemment :

“Est-ce que la réinsertion dépend de nous ? C’est un point vraiment discutable de toute façon bien sûr ça dépend aussi des détenus, après dans le domaine du social on peut aussi toujours renverser la situation et dire ouais bon il n’a rien fait donc si il ne se mobilise pas, on ne peut rien faire c’est de sa responsabilité. Sauf que la motivation d’une personne dépend beaucoup

de l'accompagnement réalisé par les professionnels et des possibilités qui sont offertes par le cadre qui les entourent, donc par des offres de prestations d'un établissement pénitentiaire et aussi de la société. Donc il y a beaucoup de critères. Je dirais il y a vraiment comme trois piliers : il y a le pilier de la société et quelles sont les propositions et les possibilités offertes par la société. Ensuite celui de l'établissement et des professionnels qui travaillent dans un établissement pénitentiaire ou les agents de probation quand les détenus se trouvent en liberté et bien sur les détenus et leur propre volonté. Pour moi il y a en tout cas ces trois piliers à respecter."

Les trois piliers mentionnés par **Caroline** rejoignent nos trois hypothèses et nos quatre axes développés ci-dessus et qui nous permettent de répondre à notre question de recherche ci-après.

8 || Synthèse de l'analyse

Notre question de recherche qui a motivé notre travail était la suivante :

"Comment les travailleurs et travailleuses sociales des cantons romands et alémaniques accompagnent – ils et elles les détenu·e·s pendant et après leur incarcération afin de leur permettre une réinsertion sociale et professionnelle ?"

Bien que nous ayons eu des témoignages très intéressants, il est difficile de répondre à cette question car elle dépend de nombreux facteurs. Dans un premier temps, le fédéralisme joue un rôle dans leur accompagnement car les professionnel·le·s ne disposent pas des mêmes mesures et des mêmes ressources en fonction de leur canton. Deuxièmement, les détenu·e·s sont condamné·e·s à diverses peines, suivant le type de condamnation, le projet de réinsertion socioprofessionnel est nul, malgré la volonté des professionnel·le·s à proposer des pistes. Troisièmement, la volonté de la ou du détenu·e est aussi à prendre en considération, car cela détermine le chemin qu'elle ou il va prendre.

A la fin de cette analyse, nous constatons que pour les travailleurs et travailleuses sociales en milieu carcéral l'accompagnement est soutenant et d'ordre très pragmatique : entretiens pour les nouveaux et nouvelles arrivant·e·s, aide pour la rédaction de CV ou de lettres de motivation, accès à des formations pour des cas exceptionnels, gestions du courrier et rapports d'ordre judiciaire pour les autorités pénales. Sauf pour le canton alémanique où nous avons vu que les projets sont un peu plus orientés réinsertion, grâce à l'école interne, à l'accès à internet et à la collaboration avec les instances d'emploi. Pour les agent·e·s de probation, le cadre judiciaire est d'autant plus strict, elles et ils reçoivent les personnes détenues avec sursis ou l'assistance de probation a été ordonnée. Les agent·e·s de probation essayent d'accompagner les détenu·e·s dans des changements qu'eux souhaitent, en redirigeant les détenu·e·s dans d'autres secteurs dédiés à cela en fonction de leurs demandes : formations, dépendance, logement etc. Elles et ils ne construisent pas de projets de réinsertion avec elles et eux, elles et ils les reçoivent pour discuter, pour savoir comment les personnes vont et si elles respectent les mesures ordonnées.

9 || Conclusion

Au terme de cette analyse et grâce aux entretiens réalisés, plusieurs pistes d'actions ont émergé, qui pourraient améliorer l'accompagnement socioprofessionnel des détenu-e-s.

Premièrement, les cantons romands pourraient adopter eux aussi le projet pilote ROS, car c'est un processus qui va dans la sens d'une réinsertion sociale et professionnelle. L'adoption et l'application de ce projet pilote permettraient aux professionnel-le-s d'avoir une même ligne directrice à respecter. De plus, des échanges entre les différents établissements pénitenciers pourraient enrichir la prise en charge des personnes détenues.

Deuxièmement, la Confédération Suisse pourrait dédier un budget pour la réinsertion socioprofessionnelle, égal à chaque canton. Il pourrait être estimé comme étant injuste, du fait de la situation géographique de l'incarcération de la ou du détenu-e, que celui-ci n'obtienne pas les mêmes mesures et les mêmes droits qu'un-e autre détenu-e situé-e à quelques kilomètres.

Troisièmement, des conférences ou des formations pourraient avoir lieu afin de sensibiliser les employeurs et employeuses au monde carcéral. Elles et ils pourraient ainsi disposer d'une meilleure compréhension vis-à-vis des personnes délinquantes et participeraient à une société inclusive.

Nous voici arrivées au terme de notre travail de recherche et d'analyse. Il nous semblait important de revenir sur les aspects marquants qui ont régi ce projet.

Nous sommes unanimes pour dire que c'est un travail que nous avons grandement apprécié de mener. Le fait de pouvoir interagir avec des acteurs et actrices sociales issus d'autres domaines que ceux dans lesquels nous avons l'habitude de travailler et le fait de pouvoir choisir notre thème de recherche nous a d'autant plus motivées. Il est vrai que le domaine carcéral était quelque chose de totalement inconnu à nos yeux et nous nous étions uniquement fait une représentation par rapport à la manière dont il est décrit dans les médias. Ayant très peu d'informations et étant intriguées, c'est donc naturellement que nous avons voulu creuser dans ce sens et également donner de la visibilité aux travailleurs et travailleuses sociales qui y œuvrent et qui sont souvent peu reconnu-e-s et valorisé-e-s. Cependant, nous avons dû faire face à une difficulté non prévue en lien avec la situation sanitaire traversée actuellement. Malheureusement, cela a fait que nous n'avons pas pu nous rendre dans les différents lieux pour avoir un contact direct avec les travailleurs et travailleuses sociales et cela a enlevé de la spontanéité aux échanges que nous avons eus. Nous avons également dû nous adapter au fait d'être deux pour effectuer ce travail. Cela signifie qu'il faut prendre en compte les disponibilités des emplois du temps de chacune et permettre des temps de rencontre et de débats. Le fait d'avoir également chacune une pratique professionnelle et des contraintes horaires liées au travail social n'a pas été aidant. De plus, la réalité terrain dans laquelle la COVID a plongé les milieux carcéraux fait que beaucoup de travailleurs et travailleuses sociales ont refusé nos invitations d'interviews. Nous avons cependant réussi à atteindre nos objectifs et mener ce travail à bout.

Un des objectifs fixés était de mettre en place un cadre théorique abouti, car c'est la base sur laquelle nous avons ensuite pu approfondir le terrain, en pleine connaissance des notions et des enjeux. Nous estimons qu'il a été atteint et le fait de travailler en binôme a également été bénéfique, car les idées sont croisées et l'entraide au niveau des compréhensions de lecture et des liens théorie/pratique est renforcée par nos différents points de vue et expériences personnelles. Les autres objectifs concernaient la partie d'échange avec les travailleurs et travailleuses sociales sur le terrain carcéral. Nous sommes très reconnaissantes de l'intérêt qu'ont porté les interviewé-e-s à notre travail et du travail de développement qu'elles et ils ont fourni au travers de leurs réponses. Nous sommes conscientes que c'est uniquement le regard de sept personnes et que cela ne constitue pas un échantillon objectif, mais cela a tout de même apporté des points de vue assez similaires qui permettent d'imaginer la réalité du terrain. Elles et ils ont également évoqué le fait qu'elles et ils estimaient notre travail utile et important et que le milieu carcéral devait être plus visible également à tout futur travailleur et travailleuse sociale. Nous identifions un aspect que nous aurions pu plus explorer au travers de ce travail qui est celui de la marge de manœuvre et des possibilités d'amélioration de la réinsertion. En effet, nous aurions pu poursuivre la question de la recherche en explorant les possibilités d'aide déjà existantes à travers des associations ou des organismes et également mettre en lumière tous les patrons et patronnes qui emploient d'ancien-ne détenu-e-s. Nous aurions également aimé agrandir notre champ d'intervention et donner la parole aux détenu-e-s, étant les plus à même de répondre aux questions les concernant.

Grâce à ce travail, nous voulions également rappeler que cela peut arriver à tout un chacun de se retrouver confronté au milieu carcéral et que la stigmatisation qui s'ensuit n'a rien de bénéfique. Démystifier le milieu et enlever le tabou qu'il y a autour est nécessaire pour le bon fonctionnement de la société et la réinsertion de ces personnes. En effet, moins la réinsertion est soutenue, plus les risques de récidive sont élevés et la marge de manœuvre s'amincit au fur et à mesure des condamnations. Pour conclure, nous pouvons donc rappeler que la réinsertion est un aspect à mettre en place dès le début de l'incarcération et non pas dans les derniers jours de privation de liberté. De plus, l'attitude et les moyens mis en place par les travailleurs et travailleuses sociales est déterminante pour une réinsertion réussie, sans oublier que la et le principal-e actrice et acteur reste la et le détenu-e et que sans sa volonté, rien n'est possible.

Finalement, nous pourrions citer une phrase recueillie lors d'un interview d'une travailleuse sociale qui dit que : « ...il y a un élément sur lequel j'aime bien insister, c'est que finalement le travail de réinsertion sociale des détenus, ce n'est pas que le travail des détenus mais aussi et surtout le travail de la société... ». La future étape sera donc peut-être d'ouvrir les portes des milieux carcéraux à la société au sens propre comme au figuré pour une ouverture d'esprit et une meilleure acceptation dans le vivre ensemble. La question subsiste donc : tout en poursuivant le travail de réinsertion au sein des établissements carcéraux, comment élargir cette notion au niveau de la société ?

10 || Annexes

10.1 || Article du TEMPS

Selon l'article du journal Le Temps " Dans l'enfer de l'incertitude carcérale, un détenu témoigne des mauvaises conditions carcérales (publié le 25 octobre 2018).

Kevin, prénom fictif, fait partie de ces pensionnaires dits à risques. Enfermé depuis une décennie, soumis à une mesure d'internement à durée indéterminée, le Vaudois, 36 ans, ne sait rien de ce que lui réserve son avenir carcéral. Point besoin de long discours pour comprendre que ce n'est pas la grande forme. Et pour cause... Peu de temps avant ce parloir, Kevin a reçu le préavis de la Commission interdisciplinaire consultative du canton de Vaud. Cet aréopage, mixture de spécialistes à la réputation particulièrement sévère, se penche sur les demandes de libération conditionnelle ou les changements de mesures concernant les délinquants nécessitant une prise en charge psychiatrique. Sans surprise et aussi sans que le principal intéressé n'ait été entendu, son pronostic est fort sombre... "

Nous constatons avec étonnement que le détenu n'a pas pu être entendu et n'a pas pu donner son avis.

"...lors de son audition par le juge d'application des peines et mesures, le 22 mars 2018, le Dr Rigobert Hervais Kamdem allait encore plus loin » : « Mon intime conviction d'évaluateur me fait arriver à la conclusion que la collectivité ne serait pas menacée si ce détenu passait directement à une mesure 59 al.2 CP [un traitement dans une institution qui ne soit pas une prison] ... "

"Je pense qu'il faut que les choses avancent vite, mais aussi d'une façon prudente. Il ne faut pas qu'il revienne en arrière. C'est pour cela que je soutiens sa formation universitaire. Pour vous répondre, le passage en foyer ouvert doit pouvoir être entrepris immédiatement..."

"...huit mois plus tard, force est de constater que rien de tout cela n'a été mis en œuvre. Pire. Les conditions de son enfermement se sont péjorées. Après avoir été transféré de la prison tessinoise de La Stampa, où il avait bataillé pour commencer des études de philosophie, au pénitencier fribourgeois de Bellechasse, il a échoué à la prison de haute sécurité de Gorgier. » « On m'a dit que ma formation était trop lourde pour cet établissement et que je n'aurais pas les outils informatiques nécessaires pour passer les examens. Dans ces conditions, je vais perdre bientôt tous mes crédits, faute d'avoir terminé les épreuves dans le délai imparti », regrette Kevin... "

(Mansour F., 2018).

10.2 || Article du bilan

Article du Bilan

Le Covid-19 a déséquilibré le marché de l'emploi en Suisse

PAR AWP

La crise sanitaire et la récession qu'elle a entraînée ont eu un impact considérable sur le marché de l'emploi en Suisse, déséquilibrant les offres et les demandes selon les branches. Alors que la pandémie a creusé une forte pénurie de main-d'oeuvre dans certains secteurs-clés comme la médecine humaine ou l'ingénierie, d'autres centrés sur le service à la clientèle observent une montée du chômage consécutive du fait des mesures de confinement.

Trop de demandeurs d'emploi dans un secteur, pas assez dans l'autre. C'est peu ou prou la conclusion de l'étude menée par Adecco sur le marché de l'emploi suisse en plein Covid, en partenariat avec le moniteur du marché de l'emploi de l'Université de Zurich.

Le pays est habituellement caractérisé par une pénurie de la main-d'oeuvre, l'indice référent ayant "augmenté chaque année jusqu'en 2019", d'après un communiqué publié jeudi.

En 2020 pourtant, la pénurie chute de 17% sur un an pour la première fois depuis la création de l'indice en 2016. "Le nombre de postes à pourvoir est en baisse dans la plupart des professions, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse", assure le géant helvétique du placement de personnel, qui évoque "un changement très rapide".

Des secteurs et des régions inégalement touchés par la crise

Le chômage est en hausse, aggravé par la situation tendue des professions de services tournées vers la clientèle, comme l'hôtellerie, la restauration ou la vente, qui ont été fortement impactées par les mesures mises en place pour freiner l'expansion du nouveau coronavirus.

Les professions commerciales sont elles aussi touchées par une surabondance des demandeurs d'emplois, mis en difficulté par la numérisation et par l'annulation des nouveaux recrutements, au vu de l'incertitude générale.

Au contraire, la crise sanitaire a entraîné de nouveaux besoins, comme en

médecine humaine, en pharmacie ou en ingénierie, "où le nombre de postes à pourvoir est supérieur au nombre de demandeurs d'emploi en 2020", d'après Adecco.

"Nous constatons par exemple une hausse des demandes en gériatrie, en psychogériatrie et en médecine d'urgence", explique la responsable d'Adecco Medical, Corinne Scheiber.

La numérisation accélérée et le télétravail ont également fait progresser la demande en main-d'oeuvre dans l'informatique, secteur où les recruteurs sont à la recherche de nouvelles qualifications.

La crise sanitaire a touché les régions de manière différente. La Suisse alémanique a été plus fortement touchée que les autres puisque son indice de pénurie de main-d'oeuvre a plus fortement reculé, de l'ordre de 21% sur un an, avec un fort recul des offres d'emploi dans les professions commerciales et administratives.

En Suisse romande, l'indice a diminué de 12% seulement, avec une demande non satisfaite en techniciens ou en comptables par exemple.

Pour les auteurs de l'étude, l'impact de la crise du Covid-19 pourrait s'atténuer avec le temps. "La première vague du Covid-19 a créé un sentiment d'incertitude chez les entreprises (...). Pour la seconde vague de l'épidémie, elles pourront s'appuyer sur leur expérience de la première vague. Malgré les mesures restrictives, les entreprises recrutent à nouveau de plus en plus de personnel", conclut Monica Dell'Anna, directrice générale d'Adecco Suisse. AWP. (2020)

10.3 || Grilles d'entretiens

Hypothèses	Dimensions	Questions
Les contraintes carcérales limitent un accompagnement orienté sur l'insertion professionnelle et centré sur la personne.	<ol style="list-style-type: none"> Dimension sécuritaire (cadre sécuritaire, condition d'enfermement, mesures punitives) Dimension financière/budgétaire (manque de moyens financiers, ressources allouées au suivi, à la formation, à la réinsertion) Dimension organisationnelle (Manque de temps, horaires, rythme de vie au sein de la prison, collaboration) Dimension légale et judiciaire (lois, réglementation, droits des détenus, aide contrainte, rapport à la justice) 	<p>Dimension sécuritaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avec quelles approches de suivi ou d'accompagnement travaillez-vous ici en prison, est-ce différent d'un autre contexte ? - Quels sont les principaux obstacles dans l'accompagnement à la réinsertion, avez-vous des exemples ? - Pendant vos entretiens avec les détenus, devez-vous suivre des règles de sécurité précises ? - Les comportements des détenus peuvent-ils impacter les projets coconstruits avec eux ? (le suivi) - Quel est votre rôle ici en prison ? Que faites-vous de plus ou de moins ou différemment des autres collaborateurs actifs au près des personnes incarcérées ? <p>Dimension financière</p> <ul style="list-style-type: none"> - De quel moyen disposez-vous pour ce travail d'accompagnement professionnel, avez-vous un budget, un espace dédié type atelier de recherche d'emploi ? - Les détenus ont-ils accès à tout type de formation ? Ou certaines formations coûtent trop cher ? (si la personne ne comprend pas) - Comment faites-vous pour construire un projet professionnel, auriez-vous un exemple concret positif et si non, quels en sont les causes ? <p>Dimension organisationnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment se passe une journée et semaine type avec les personnes que vous suivez ? - Avez-vous assez de temps à disposition pour gérer le suivi des détenus et pour les accompagner ? - Comment collaborez-vous avec les différentes professions au sein de la prison ?

		<ul style="list-style-type: none"> - Avez-vous des colloques qui permettent de voir l'évolution du détenu ? - Les détenus ont-ils la possibilité de prendre rendez-vous avec vous ? ou le cadre fermé ne le permet pas ? <p>Dimension légale et judiciaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certaines règles judiciaires influencent-elles votre accompagnement, si oui de quelle manière ? - Quels sont vos devoirs envers la justice ? - Pensez-vous être dans un accompagnement d'aide sous contrainte et pour quelles raisons ?
Les contraintes externes liées aux exigences du marché du travail limitent la réalisation des projets d'insertion.	<ol style="list-style-type: none"> Dimension liée aux caractéristiques du marché du travail. (Offre et demande de travail ; types de postes sur le marché du travail - qualifiés ou non qualifiés ; taux de chômage, offre de stages) Dimension liée à l'employabilité des personnes. (Casier judiciaire vierge, avoir un domicile, une voiture, tenue vestimentaire, formation, expériences professionnelles) 	<p>Dimension liée aux caractéristiques du marché du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réinsertion des détenus dépend-elle que de vous ? - Les employeurs sont-ils ouverts à engager des détenus et quels sont leurs exigences pour engager un ex-détenu ? - Comment préparez-vous les détenus au monde professionnel ? - Lorsque les détenus quittent la prison, suivez-vous encore leur recherche professionnelle ? - Quels sont les postes ouverts sur le marché du travail ? - Avez-vous des contacts avec des centres de formations à l'extérieur qui engagent des détenus ? <p>Dimension liée à l'employabilité des personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons vu qu'il y avait des critères d'employabilité sur le marché du travail ? Votre accompagnement est-il basé aussi sur ces critères ? (tenus, langage, ...) Question de relance pour la question * - Les personnes sont-elles formées lorsqu'elles quittent le milieu carcéral ? - Selon vous, qu'est-ce qui est primordial pour trouver du travail dans notre société actuelle ? - Comment préparez-vous les détenus à ces difficultés externes ?

<p>Les contraintes liées aux caractéristiques de la population incarcérées rendent difficile l'accompagnement orienté insertion.</p>	<p>7. Dimension professionnelle. (Expériences professionnelles passées, formation, savoir-faire et savoir être.)</p> <p>8. Dimension liée à la santé psychique et physique. (Maladie, handicap)</p> <p>9. Dimension culturelle (langues)</p> <p>10. Dimension sociale (Famille, réseau externe à la prison)</p>	<p>Dimension professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les caractéristiques professionnelles typiques d'un détenu ? - Possèdent-ils des diplômes ? - Ont-ils déjà des expériences professionnelles ? - Ont-ils conscience des difficultés du marché du travail ? <p>Dimension liée à la santé psychique et physique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les détenus ont-ils certaines maladies psychiques qui rendent l'accompagnement plus difficile ? - Certains détenus ont-ils des handicaps qui rendent la compréhension ou la réalisation de projet difficile ? - Ces personnes ont-elles besoin de soins et d'un accompagnement spécifique ? <p>Dimension culturelle</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les détenus viennent-ils de culture différente ? - Devez-vous adapter votre accompagnement à chaque détenu en fonction de sa culture ? - Comment faites-vous lorsque les détenus ne parlent pas le français ? Devez-vous maîtriser plusieurs langues où avez-vous un traducteur ? - Devez-vous respecter certaines demandes culturelles des détenus ? Si oui lesquelles ? <p>Dimension sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivez-vous le réseau externe au détenu ? - Le réseau est-il au courant des projets qui sont mis en place ? - La famille joue-t-elle un rôle important dans la réinsertion des détenus ? - Les détenus créent-ils des relations sociales au sein de la prison ?
--	---	--

11 || Bibliographie

- Achermann, C., & Hostettler, U. (2007). Femmes et hommes en milieu pénitentiaire fermé en Suisse: réflexions sur les questions de genre et de migrations. *Nouvelles questions féministes*, pp. 70-88.
- Assemblée fédérale de la confédération Suisse (1937). Crimes et délits. Code pénal, p. 48.
- ARTIAS. (2020). Service de Probation. Consulté sur <https://www.guidesocial.ch/recherche/institution/service-de-probation-102978>
<https://doi.org/10.3917/chaso.bengu.2011.01>
- AWP. (2020). Le covid-19 a déséquilibré le marché de l'emploi Suisse. Bilan. Consulté sur <https://www.bilan.ch/economie/le-covid-19-a-desequilibre-le-marche-de-lem-ploi-en-suisse>
- Baader, M., & Shea, E. (2007). Le travail pénitentiaire, un outil efficace de lutte contre la récidive ? *Champ pénal*, Vol. IV.
<https://doi.org/10.4000/champpenal.684>
- Balma, L. (2016). L'assistant soial et la réinsertion en milieu carcéral. [Mémoire non publié]
<http://doc.rero.ch/record/278290>
- Ben Hassen, N. & Hofaidhllaoui, M. (2012). L'“employabilité” des salariés : facteur de la performance des entreprises ?. *Recherches en Sciences de Gestion*, 91, 129-150.
<https://doi.org/10.3917/resg.091.0129>
- Benguigui, G., Guilbaud, F. & Malochet, G. (2011). Le travail des détenus. Dans *Prisons sous tensions* (pp. 88-118). Nîmes, France: Champ socia
- Bianchi, D. (2016). Le colloque, la messe laïque du travailleur sociaux. [Mémoire non publié]
<http://doc.rero.ch/record/278730>
- Bouagga, Y. (2020) *Le cœur du metier : quand le travail social en prison devient probation. Juger, réprimer, accompagner : essai sur la morale de l'Etat*. Éditions du Seuil. hal-02556456
- Boutonnier, J. (2020). La société inclusive. *Empan*, 117, 13-20.
<https://doi.org/10.3917/empa.117.0013>.
- Castel, R. (2012). Chapitre 21. Aux frontières de la société salariale : discussion et

commentaires. Dans : Robert Castel éd., Changements et pensées du changement: Échanges avec Robert Castel (pp. 298-310). Paris: La Découverte.

<https://doi.org/10.3917/dec.caste.2012.01.0298>»

- CLDJP (2014). Concordats Suisses sur l'exécution des peines et des mesures. Consulté le 20.05.21 sur <https://www.cldjp.ch/wp-content/uploads/2016/06/planification-des-etablisements-2013.pdf>
- CLDJP (2016). La conférence latine des chefs des départements de justice et police. Consulté le 20.05.2021 sur <https://www.cldjp.ch/>
- Coldefy, M. (2005). La prise en charge de la santé mentale des détenus. Drees : Etudes et résultats, n°427.
- Combessie, P. (2009). Sociologie de la prison. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.combe.2009.02>
- Confédération Suisse. (2020). 311.0 Code pénal suisse. Consulté le 20.05.2021 sur <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html>
- Confédération Suisse (2020a). Code pénal suisse. Consulté sur <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html>
- Confédération Suisse (2020b). Code pénal Suisse. Mesures thérapeutiques insitutionnelles mesure 59. Consulté sur <https://www.nkvf.admin.ch/nkvf/fr/home/thematische-schwerpunkte/strafrechtliche-freiheitsentzuege--straf--und-massnahmenvollzug/stationaere-therapeutische-massnahmen.html>
- Confédération Suisse (2021a). Code de procédure pénale Suisse. Art.221 : Conditions. Consulté sur https://www.bundespublikationen.admin.ch/cshop_mimes_bbl/48/48DF3714B1101EEA94D7F969A27FE4F9.PDF
- Confédération Suisse (2021a). Code de procédure pénale Suisse. Art.227 demande de prolongation de la détention provisoire. Consulté sur https://www.bundespublikationen.admin.ch/cshop_mimes_bbl/48/48DF3714B1101EEA94D7F969A27FE4F9.PDF
- Corboz, D. (2016). Quels sont les apports et les limites de l'approche centrée sur les solutions dans l'accompagnement des enfants au sein d'une structure d'accueil? [Mémoire non publié] <http://doc.rero.ch/record/278350>

- Désequeles, A., & Kensey, A. (2006). Les détenus et leur famille : Des liens presque toujours maintenus mais parfois très distendus. Insee, Données sociales – La société française (édition 2006).
- Devillard, O. (2003). La dynamique des équipes. Ed. d'Organisation.
- Di Falco, T. (2009). La formation en prison : Y apprend-on aussi à ne pas récidiver ? quels liens entre formation en prison et récidive ? Consulté sur <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:6348>
- Direction de l'administration pénitentiaire. (2003). Administration pénitentiaire : rapport annuel, d'activité 2001. La documentation française.
- Donat Decisier, M. (2006). Les conditions de la réinsertion socioprofessionnelle des détenus en France. Avis et Rapports du Conseil Économique et Social, République Française.
- Durand, D., & Legros, A. (2019). Travail social et équipe pluridisciplinaire : impacts, enjeux et perspectives. La revue française de service sociale, n°8.
- Fohn, F., Weiss, S., & Winiker, P. (2016). Règlement intérieur prison d'expulsion de Wauwilermoos. Consulté sur https://wauwilermoos.lu.ch/-/media/Wauwilermoos/Dokumente/Ausschaffungs-gefaengnis/hausordnung_franz.pdf
- Fondation Vaudoise de Probation (2020). Projet pilote Objectif Désistance. Consulté le 20.05.2021 sur: <https://www.probation-va.ch/la-fvp/projet-pilote-objectif-desistance>
- Fritschin, M. (2013). Pratiquer l'Approche centrée sur la personne en prison. Approche Centrée sur la Personne. Pratique et recherche, 18, 36-54
- Guide social romand. (s.d.). Service de probation. Consulté le 08.12.2020 sur: <https://www.guidesocial.ch/recherche/institution/service-de-probation-102978>
- Hardy, G. (2001). S'il te plaît ne m'aide pas, l'aide sous injonction administrative ou judiciaire (édition 2012). Erès.
- Haut-Commissariat des Nations Unies (2005). Les droits de l'homme et les prisons. Genève: HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME. Consulté le 20.05.2021 sur <https://www.ohchr.org/Documents/Publications/training11Add1fr.pdf>
- Hedhili-Azéma, H. (2019). La réforme d'administration pénitentiaire Amor de mai 1945. Criminocorpus, L'administration pénitentiaire, 1945, 1975, 2015. Naissance des réformes, problématiques, actualité, Partie 1- La réforme pénitentiaire de 1945 : l'amendement du condamné.

<http://journals.openedition.org/criminocorpus/6244>

- Imbert, G. (2010). L'entretien semi-directif : à la frontière de la santé publique et de l'anthropologie. *Recherche en soins infirmiers*, 102, 23-34. <https://doi.org/10.3917/rsi.102.0023>
- Klaue, K. (2016). Situation de la formation dans les prisons suisses: bases juridiques et couverture. *Infoprisons*. Consulté le 08.12.2020 sur: https://gcekagjmx.preview.infomaniak.website/wp-content/uploads/2020/11/bulletin_17_formation_prisons_suisse-bases_juridiques_et_couverture-K.K.-07.16.pdf
- Konkordate.ch (s.d.). Konkordat der Nordwest- und Innerschweiz. Consulté le 20.05.2021 sur <https://www.konkordate.ch/>
- Ladner, A., & Desfontaine Mathys, L. (2019). *Le fédéralisme suisse : L'organisation territoriale et l'accomplissement des prestations étatiques*. Presses polytechniques et universitaires Romandes.
- La Toupie (s.d.). La Toupie : le dictionnaire de politique. Employabilité. Consulté le 08.12.2020 sur: <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Employabilite.htm>
- Legifrance, le service public de la diffusion du droit (2020). Code de procédure pénale. (2020). Consulté le 08.12.2020 sur: <https://beta.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000006516446/1999-04-14>
- Mansour, F. (2018). Dans l'enfer de l'incertitude carcérale. *Le Temps*, <https://www.letemps.ch/suisse/lenfer-lincertitude-carcerale>.
- Méda, D. (2010). Comment mesurer la valeur accordée au travail ?, *Sociologie*, n°1, vol. 1, pp. 121-140. <http://journals.openedition.org/sociologie/237>
- Menétrey-Savary, A.-C. (2002). Pour la formation en prison. Motion déposée au Conseil National. Consulté sur : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20023261>
- Mimberg, D. (2006). Propos sur la considération positive inconditionnelle et mise en pratique en milieu carcéral. ACP France. Récupéré sur: <https://www.acpfrance.fr/wp-content/uploads/2018/09/CPI-milieu-carceral.pdf>
- Nanchen, A. (2019). *Assistants sociaux en milieu carcéral, entre contraintes institutionnelles et besoins des détenus*. [Mémoire non publié] <http://doc.rero.ch/record/327556>
- Nations Unies Droits de l'Homme (1977). Ensemble de règle minima des Nations Unies pour le traitement des détenus. Consulté sur:

- <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/TreatmentOfPrisoners.aspx>
- Office de l'exécution judiciaire du canton de Zurich (2014). Projet pilote exécution des sanctions orientée vers les risques (ROS) : rapport final. Service de probation et d'exécution de Zurich
 - Office fédéral de la statistique (2019). Effectif de détenus et taux de personnes incarcérées selon la nationalité, le sexe et le statut de séjour. Consulté le 20.05.2021 sur <https://www.bfs.admin.ch/asset/fr/je-f-19.04.01.37>
 - Office fédéral de la statistique (2015). Statistiques des condamnations pénales 1984-2014. Neuchâtel. Consulté le 20.05.2021 sur <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/justice-penale.gnpdetail.2015-0715.html>
 - OFSP. (2021). Consentement libre et éclairé. Consulté le 20.05.2021 sur <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/medizin-und-forschung/patientenrechte/rechte-arzt-spital/2-freie-einwilligung-nach-aufklaerung.html>
 - ONUDC (2015). Ensemble de règle minima des Nations Unies pour le traitement des détenus. Consulté sur: <http://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/GA-RESOLUTION/F-book.pdf>
 - Orientation.ch (2020). Agent de détention BF/Agente de détention BF. Consulté le 20.05.2021 sur: <https://www.orientation.ch/dyn/show/1900?id=656>
 - Ostschweizerkonkordat. (2020). Ostschweizerkonkordat Konkordat. Consulté le 20.05.2021 sur : <https://www.osk-web.ch/>
 - Pauchard, C. (2014). Dedans-dehors : prison et travail social. Reiso. Consulté sur : <https://www.reiso.org/articles/themes/ethique/254-dedans-dehors-prison-et-travail-social>
 - Paugam, S. (2010). Concepts clés gravitant autour de l'insertion sociale et professionnelle en sociologie. In S.P. Paris : Presses universitaires de France (éd), Les 100 mots de la sociologie (p. 3). <https://doi.org/10.3917/puf.pauga.2010.01>
 - Paul, M. (2009). Autour du mot accompagnement. Recherche et Société, n °62, pp. 129-139.
 - Pirolt, S. (2019). Etrangers dans les prisons Suisses, pourquoi ils sont si nombreux. Allez savoir ! Le magazine de l'université de Lausanne, n °71.
 - Ponthieux, S. (2006). III. Bourdieu : le « capital » « social ». In P.S. Paris: La Découverte (éd), Le capital social (pp. 32-42).

<https://doi.org/10.3917/dec.ponth.2006.01>

- Protais, C. (2019). Prendre soin des détenus quand on est surveillant de prison ? : Pratiques professionnelles dans un espace de collaboration institutionnalisée avec des professionnels psycho-socio-sanitaires. *Champ pénal*, 18, p. 22.
<https://doi.org/10.4000/champpenal.11490>.
- Rogers, C., Bowen, M. V.-B., Justyn, J., Kass, J., Miller, M., Rogers, C. R., Rogers, N., & Wood, J. K. (1978). *Evolving Aspects of Person-Centered Workshop*. *Self & Society*, 6(2), 43-49.
<https://doi.org/10.1080/03060497.1978.11086697>
- Rogers, C. R. (1989). *L'approche centrée sur la personne*. Editions Ambre, 2001.
- Shea, E. (2006). *Le travail pénitentiaire, un défi européen : Étude comparée, France, Allemagne, Angleterre*. Harmattan.
- Simon, F. H. (1999). *Prisoners' work and vocational training*. London: Routledge.
- Talerman, D. (2021). *Permis de travail en Suisse : à savoir*. Travailler-en-Suisse.ch. Consulté sur : https://www.travailler-en-suisse.ch/permis-travail-suisse.html#Les_principaux_types_de_permis_de_travail_en_Suisse
- Trezzini, M. (2019). Avec environ 7000 détenus, la population carcérale Suisse est stable depuis 5 ans. *Le Temps*,
<https://www.letemps.ch/suisse/environ-7000-detenus-population-carce-rale-suisse-stable-5-ans>
- Vacheret, M. (2002). Relations sociales en milieu carcéral. Une étude des pénitenciers canadiens. *Déviance et Société*, 26, 83-104.
<https://doi.org/10.3917/ds.261.0083>
- Vacheret, M. & Cousineau, M. (2005). L'évaluation du risque de récidive au sein du système correctionnel canadien : regards sur les limites d'un système. *Déviance et Société*, 29, 379-397. <https://doi.org/10.3917/ds.294.0379>
- Vogel-Misicka, S. (2013). Aider les détenus à reprendre pied. *Swissinfo.ch*. Consulté le sur :
https://www.swissinfo.ch/fre/r%C3%A9insertion-professionnelle_aider-les-d%C3%A9tenus-%C3%A0-reprendre-pied/35077490

BAC18

Travail de Bachelor pour l'obtention du
diplôme Bachelor of Arts HES-SO en travail social
Haute École de Travail Social – HES-SO//Valais – Wallis

Réalisé par : Gibson Marie / Dutoit Maeva
Sous la direction de : Moroni Isabelle